

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2011-2012

17 JUILLET 2012

**Proposition de loi modifiant l'article 2244
du Code civil pour attribuer à la lettre
de mise en demeure de l'avocat un
effet interruptif de la prescription**

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DE LA JUSTICE
PAR
M. BOUSSETTA

BELGISCHE SENAAT

ZITTING 2011-2012

17 JULI 2012

**Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 2244
van het Burgerlijk Wetboek teneinde
aan de ingebrekestellingsbrief van de
advocaat een verjaringsstuitende
werking te verlenen**

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR
DE JUSTITIE
UITGEBRACHT DOOR
DE HEER BOUSSETTA

Composition de la commission / Samenstelling van de commissie :

Président/Voorzitter : Alain Courtois.

Membres/Leden :

N-VA	Frank Boogaerts, Inge Faes, Helga Stevens, Karl Vanlouwe.
PS	Hassan Boussetta, Ahmed Laaouej, Philippe Mahoux.
MR	Alain Courtois, Christine Defraigne.
CD&V	Sabine de Bethune, Peter Van Rompuy.
sp.a	Dalila Douffi, Guy Swennen.
Open Vld	Martine Taelman.
Vlaams Belang	Bart Laeremans.
Écolo	Zakia Khattabi.
cdH	Francis Delpérée.

Suppléants/Plaatsvervangers :

Huub Broers, Patrick De Groot, Lieve Maes, Danny Pieters, Luc Sevenhuijsen.
Caroline Désir, Fatiha Saïdi, Louis Siquet, Muriel Targnion. François Bellot, Jacques Brotchi, Armand De Decker.
Wouter Beke, Dirk Claeys, Rik Torfs.
Bert Anciaux, Fauzaya Talhaoui, Marleen Temmerman. Guido De Padt, Bart Tommelein.
Yves Buysse, Anke Van dermeersch. Claudia Niessen, Cécile Thibaut.
Dimitri Fourny, Vanessa Matz.

Voir:

Documents du Sénat :

5-145 - SE 2010 :

N° 1 : Proposition de loi de Mme Defraigne.

5-145 - 2010/2011 :

N° 2 : Amendements.

N° 3 : Avis du Conseil d'État.

5-145 - 2011/2012 :

Nos 4 et 5 : Amendements.

Zie:

Stukken van de Senaat :

5-145 - BZ 2010 :

Nr. 1 : Wetsvoorstel van mevrouw Defraigne.

5-145 - 2010/2011 :

Nr. 2 : Amendementen.

Nr. 3 : Advies van de Raad van State.

5-145 - 2011/2012 :

Nrs. 4 en 5 : Amendementen.

I. PROCÉDURE

La proposition de loi qui fait l'objet du présent rapport relève de la procédure bicamérale optionnelle. Elle a été déposée au Sénat le 23 septembre 2010. Elle a été prise en considération le 12 octobre 2010 et envoyée à la commission de la Justice.

La commission l'a examinée lors de ses réunions des 1^{er} et 8 décembre 2010, 18 janvier, 29 mars, 24 mai, 12 juillet, 30 novembre 2011, en présence de M. S. De Clerck, ministre de la Justice, et des 20 juin, 12 et 17 juillet 2012, en présence de Mme Turtelboom, ministre de la Justice.

II. EXPOSÉ INTRODUCTIF DE MME DEFRAIGNE, AUTEUR DE LA PROPOSITION DE LOI

Mme Defraigne fait remarquer que la proposition de loi à l'examen a déjà été déposée sous la législature précédente. Elle avait fait l'objet de discussions qui n'avaient malheureusement pas pu aboutir.

Le texte proposé s'inspire des « dialogues de la justice » menés par les Bâtonniers Erdman et de Leval et qui ont fait état de ce qu'un nombre de procédures judiciaires sont introduites aux seules fins d'obtenir une interruption de la prescription. En pratique, cela implique la signification de citations et donc, outre des frais de justice à payer par le justiciable, des inscriptions au rôle; ce qui surcharge les tribunaux.

La proposition vise la possibilité de recourir à l'intervention de l'avocat, ce qui permet de désengorger les tribunaux et de rendre la justice plus accessible et moins coûteuse. En l'espèce, la mise en demeure de l'avocat deviendrait, moyennant le respect de certaines conditions strictes, un acte particulier interruptif de prescription initié par un professionnel de la justice et dont la responsabilité pourrait le cas échéant être engagée. Pour cet atteindre cet objectif, la proposition modifie l'article 2244 du Code civil. Il s'agit d'une cause d'interruption et non de suspension de la prescription. Par conséquent, elle doit intervenir dans le délai initial de prescription et fait courir un nouveau délai de prescription semblable au délai initial.

III. DISCUSSION GÉNÉRALE

Mme Taelman croit se souvenir que cette proposition a été introduite par l'Ordre des barreaux francophones et germanophone (OBFG), et que l'*Orde van Vlaamse Balies* (OVB) en approuve le principe, bien qu'il ait proposé un autre texte. Jusqu'à présent, la proposition de l'OVB n'a pas été déposée en tant que

I. PROCEDURE

Het wetsvoorstel dat in dit verslag wordt besproken valt onder de optioneel bicamerale procedure. Het werd op 23 september 2010 in de Senaat ingediend. Op 12 oktober 2010 werd het in overweging genomen en naar de commissie voor de Justitie gestuurd.

De commissie heeft het besproken tijdens haar vergaderingen van 1 en 8 december 2010, 18 januari, 29 maart, 24 mei, 12 juli en 30 november 2011, in aanwezigheid van de heer S. De Clerck, minister van Justitie, en van 20 juni, 12 en 17 juli 2012, in aanwezigheid van mevrouw Turtelboom, minister van Justitie.

II. INLEIDENDE UITEENZETTING VAN MEVROUW DEFRAIGNE, INDIENER VAN HET WETSVOORSTEL

Mevrouw Defraigne herinnert eraan dat het voorliggende wetsvoorstel reeds tijdens de vorige zittingsperiode werd ingediend. De besprekking ervan kon toen helaas niet worden afgerond.

De voorgestelde tekst is ingegeven door de « justiediallogen » van stafhouders Erdman en Leval, die erop wezen dat heel wat vorderingen alleen worden ingesteld om de verjaring te stuiven. Dit leidt in de praktijk tot een betrekking van dagvaardingen, en dus, bovenop de daarvan verbonden gerechtskosten voor de rechtzoekende, ook tot inschrijvingen op de rol, wat de rechtbanken extra belast.

Het voorstel streeft ernaar de mogelijkheid te bieden om een beroep te doen op een advocaat. Dit kan de werklast van de rechtbanken verminderen en de rechtspleging toegankelijker en goedkoper maken. In het voorgestelde systeem wordt de door een advocaat opgestelde ingebrekestelling onder bepaalde, strikte voorwaarden, een verjaringsstuivende akte die uitgaat van een beroepsjurist, die hiervoor eventueel aansprakelijk kan worden gesteld. Hiertoe wijzigt het voorstel artikel 2244 van het Burgerlijk Wetboek. Het gaat hier wel degelijk om stuiving en niet om schorsing van de verjaring. Dit moet dus plaatsvinden binnen de oorspronkelijke verjaringstermijn en een nieuwe verjaringstermijn doen beginnen die min of meer gelijk is aan de oorspronkelijke termijn.

III. ALGEMENE BESPREKING

Mevrouw Taelman meent zich te herinneren dat dit voorstel door de OBFG werd ingeleid, en dat de OVB kan instemmen met het principe, zij het dat de OVB een andere tekst heeft voorgesteld. Het voorstel van de OVB werd tot dusver niet als wetsvoorstel ingediend. Het is inderdaad zo dat er in Nederland een dergelijk

proposition de loi. Il est exact qu'un système similaire est déjà en vigueur aux Pays-Bas, où il suffit d'une sommation écrite ou d'une notification écrite du créancier pour interrompre la prescription. Il y a toutefois une condition à respecter: cette sommation doit être suivie dans les six mois d'un autre acte interruptif de la prescription. L'intervenante estime que dans ce système, la date a une grande importance. Fait-on le choix d'une double date ? Pour l'expéditeur, il s'agit de la date d'expédition (qu'il doit pouvoir justifier) et pour le destinataire, de la date de réception, à partir de laquelle seraient calculés les délais de paiement ou d'exécution. Dans ce cas, le mode d'expédition est particulièrement important. Pour une lettre recommandée, il y a présomption réfragable que celle-ci a été présentée dans les 24 heures, sauf durant le week-end et les jours fériés. Mais qu'en est-il des télecopies ou des courriers électroniques ? Est-on suffisamment sûr que le destinataire les recevra réellement ? Un problème pratique pourrait se poser au niveau de l'accusé de réception. Que dire, par exemple, d'un télécopieur branché en permanence dans un bureau ? Il indique à l'expéditeur que la télecopie a bien été envoyée, mais faut-il admettre pour autant qu'elle ait été lue par son destinataire ?

Autre question : l'envoi dans les délais et en bonne et due forme d'une mise en demeure par lettre d'avocat serait-il constitutif d'une obligation de résultat dans le chef de l'avocat qui doit l'expédier ? En d'autres termes, sa responsabilité professionnelle pourrait être engagée s'il envoie la mise en demeure trop tard et s'il omet de poser l'acte permettant d'interrompre le délai. Un tel effet est-il souhaité ? Qu'en pensent les barreaux ?

Quelles sont les sanctions en cas de non-respect des mentions ou formalités prescrites par la loi ? Les manquements conduisent-ils à la perte de l'effet interruptif de la prescription ?

Enfin, l'intervenante demande ce que l'on entend par « l'examen sérieux » auquel l'avocat doit procéder avant d'envoyer une mise en demeure.

L'intervenante n'est *a priori* pas opposée à la proposition de loi, mais elle estime que de nombreuses zones d'ombre réclament encore des éclaircissements. Il serait bon d'entendre les deux ordres à ce sujet.

Mme Faes se rallie aux observations de Mme Taelman. Elle n'a rien contre le principe proprement dit, mais invoque les nombreuses difficultés pratiques qui pourraient se poser, par exemple en cas de non-retrait d'une lettre recommandée avec accusé de réception. La responsabilité professionnelle de l'avocat est aussi un élément à prendre en compte. Il serait bon que les deux ordres précisent leur position à ce sujet, et il serait peut-être judicieux d'entendre également d'autres acteurs, comme les huissiers de justice.

systeem reeds in voege is; een schriftelijke aanmaning of een schriftelijke mededeling van de schuldeiser volstaat er om de verjaring te stuiten. De voorwaarde daartoe is wel dat deze aanmaning binnen een termijn van zes maanden wordt gevolgd door een andere stuitingshandeling. Spreekster meent dat de datum bij dit systeem van groot belang is. Wordt er geopteerd voor een dubbele datum ? Voor de verzending geldt dan de verzendingsdatum die door de verzender moet kunnen worden aangetoond en voor de geadresseerde geldt dan de datum van ontvangst die zou gelden als start voor de berekening van de betalings- of uitvoeringstermijn. Hierbij is de verzendingswijze bijzonder belangrijk. Voor een aangetekende brief geldt het weerlegbaar vermoeden dat die binnen de 24 uur wordt aangeboden, behalve in het weekend of op feestdagen. Wat echter met faxen of e-mails ? Bestaat er dan voldoende zekerheid dat de ontvanger die ook zal krijgen. Er stelt zich mogelijk een praktisch probleem met betrekking tot het bewijs van ontvangst. Wat bijvoorbeeld met een faxapparaat dat ingeschakeld blijft op een kantoor; dit geeft aan bij de verzender dat de fax is verstuurd, maar neemt men ook aan dat dit wordt gelezen bij de ontvanger ?

Een andere vraag betreft het feit dat de *tijdige* juiste en rechtsgeldige verzending van een ingebrekestelling bij advocatenbrief een resultatsverbintenis zou uitmaken in hoofde van de advocaat die deze moet verzenden. Dit betekent ook dat diens beroepsaansprakelijkheid in het gedrang zou kunnen komen indien hij te laat is, en nalaat van de handeling te verrichten zodoende dat de termijn wordt gestuift. Is dat een gewenst effect ? Wat denken de balies hierover ?

Wat is de sanctie van bij niet naleving van de in de wet opgelegde vermeldingen of vormvereisten ? Leidt dit tot het verlies van het verjaringsstuitend effect ?

Ten slotte vraagt spreekster wat men verstaat onder het ernstig onderzoek dat de advocaat moet doen vooraleer een ingebrekestelling wordt verzonden.

Spreekster is *a priori* niet gekant tegen het wetsvoorstel, maar meent dat heel wat vragen nog dienen te worden uitgeklaard. Het zou goed zijn beide ordes hierover te horen.

Mevrouw Faes sluit zich aan bij de opmerkingen van mevrouw Taelman. Zij heeft niets tegen het principe *in se*, maar verwijst naar heel wat praktische problemen die zich zouden kunnen voordoen, zoals bij een aangetekende brief met ontvangstbewijs die niet wordt afgehaald. Ook de beroepsaansprakelijkheid van de advocaat is een element waarmee rekening moet worden gehouden. Het zou goed zijn beide Ordes hun standpunt hierover te laten uitslaven, en misschien ook andere actoren te horen, zoals bijvoorbeeld de gerechtsdeurwaarders.

M. Swennen souligne que la proposition à l'examen trouve son origine dans les « Dialogues Justice » de MM. de Leval et Erdman. L'objectif de la proposition est tout à fait louable : elle simplifie les procédures et les rend moins coûteuses. De telles innovations soulèvent toujours quelques questions d'ordre technique, si bien qu'il conviendrait de procéder à une audition limitée des catégories professionnelles concernées.

La ministre indique qu'elle préférerait attendre les auditions avant de prendre position. L'intervenante émet une objection à propos de la référence aux « Dialogues Justice » dont la proposition serait issue. Il y est prévu de limiter la durée de l'interruption à un an, mais la proposition ne reprend pas cette limitation.

Au nom de son groupe, Mme de Bethune a également quelques objections à formuler au sujet de la proposition de loi à l'examen, qui n'est pas une nouveauté. Son objectif est noble : réduire la pression sur les tribunaux et diminuer les coûts supportés par le justiciable, mais elle a nettement été rédigée sur mesure pour les avocats. L'intervention de l'avocat offre-t-elle les mêmes garanties que l'intervention indépendante et impartiale d'un huissier de justice ? L'avocat est-il la personne appropriée pour interrompre la prescription d'une action donnée par l'envoi d'une lettre de mise en demeure ? Cette procédure offre-t-elle les mêmes garanties dans le cadre d'un procès équitable ?

D'autre part, une inégalité est également créée entre les justiciables selon qu'ils feront appel ou non à un avocat. Dans notre pays, il n'est pas obligatoire de se faire assister par un avocat, sauf dans les procédures introduites devant la Cour de cassation et sur requête unilatérale. L'intervenante ne voit pas d'un bon œil qu'indirectement, l'on rende ainsi l'intervention d'un avocat obligatoire.

Mme Defraigne souligne que si l'on partage l'objectif de réduire le coût de l'accès à la justice, le coût de l'acte judiciaire et l'encombrement des juridictions, la proposition à l'examen est un moyen efficace et concret de contribuer à cet objectif. Il faut bien sûr des garanties (techniques) que le débiteur soit touché à personne et quant à la praticabilité du système proposé.

Quant à la remarque du gouvernement visant éventuellement à remplacer l'effet interruptif par un effet suspensif, Mme Defraigne attire l'attention des membres sur la différence de concept qui existe entre l'interruption et la suspension. La suspension vise à ne pas faire courir le délai de prescription à l'encontre d'une catégorie de personnes se trouvant dans l'impossibilité d'agir (les mineurs, les interdits). Enfin, en ce qui concerne la responsabilité des avocats, elle

De heer Swennen stipt aan dat dit voorstel uit de justitiedialogen van de heren de Leval en Erdman is voortgesproten. Het opzet van het voorstel is bijzonder positief, vereenvoudigend en kostenbesparend. Bij dergelijke innovatie rijzen steeds wat technische vragen, zodat een beperkte hoorzitting met de betrokken beroepsgroepen aangewezen zou zijn.

De minister geeft aan de hoorzittingen te willen afwachten alvorens standpunt in te nemen. Spreker heeft een bedenking met betrekking tot de verwijzing naar de justitiedialogen waaruit het voorstel zou zijn voortgesproten. Daarin wordt echter voorzien dat de stuittingsduur beperkt wordt tot een jaar. Deze beperking wordt echter niet opgenomen in het voorstel.

Mevrouw de Bethune heeft namens haar fractie eveneens enkele bedenkingen bij het voorliggende wetsvoorstel dat niet nieuw is. De doelstelling is nobel, zoals minder belasting voor de rechtbanken en minder kosten voor de rechtzoekende. Het lijkt haar echter duidelijk geschreven naar de hand van de advocaat. Biedt de tussenkomst van de advocaat wel dezelfde garanties als de onafhankelijke en onpartijdige tussenkomst van een gerechtsdeurwaarder ? Is de advocaat wel de geschikte persoon om door een ingebrekestellingsbrief de verjaring van een bepaalde vordering te stuiten ? Biedt deze dezelfde waarborgen in het kader van een eerlijke procesvoering ?

Verder wordt er ook een ongelijkheid geschapen tussen de rechtzoekenden die al dan niet beroep doen op een advocaat. Behoudens de procedures voor het Hof van Cassatie en op eenzijdig verzoekschrift, is men in ons land niet verplicht om zich door een advocaat te laten bijstaan. Spreekster is er geen voorstander van om dit op een indirecte manier verplicht te maken.

Mevrouw Defraigne onderstreept dat wanneer men het eens is met de doelstelling om de kostprijs van de toegang tot justitie, de kostprijs van de gerechtelijke akte en de verzadiging van de rechtbanken te verminderen, het voorliggend voorstel een efficiënt en concreet middel is om tot die doelstelling bij te dragen. Uiteraard zijn er (technische) waarborgen nodig dat de schuldenaar persoonlijk bereikt wordt en inzake de uitvoerbaarheid van het systeem.

In verband met de opmerking van de regering om de verjaringsstuitende werking eventueel te vervangen door een schorsende werking, wijst mevrouw Defraigne de leden op het conceptueel verschil tussen de stuiting en de schorsing van de verjaring. De schorsing strekt om de verjaringstermijn niet te laten lopen voor een categorie van personen die in de onmogelijkheid verkeren om te handelen (minderjarigen, onbekwamen). De aansprakelijkheid van de advocaten ten

existe déjà et si un avocat laisse s'écouler un délai de prescription avant d'agir, il engagera sa responsabilité.

M. Delpérée déclare partager les objectifs généraux de la proposition à l'examen.

IV. AUDITIONS

A. Audition de :

- M. Kevers, représentant de l'Ordre des Barreaux francophones et germanophone (OBFG);
- M. Stevens, représentant de l'*Orde van Vlaamse Balies* (OVB);
- M. Jacques Van Compernolle, professeur émérite UCL;

1. Exposé de M. Kevers, représentant de l'OBFG

M. Kevers souligne que de nombreuses initiatives ont été prises ces dernières années afin de déjudicieriser le traitement des litiges. Le but est d'éviter que les cours et tribunaux soient saisis par un afflux sans cesse croissant d'affaires. La proposition à l'examen s'inscrit dans cette logique puisqu'elle vise à éviter de soumettre une série de conflits aux cours et tribunaux. Pour ce faire, la proposition met en œuvre un outil simple et se base sur les principes et les acteurs existants.

L'OBFG soutient le principe de la proposition de loi et partage les constats faits dans les développements. C'est à juste titre que l'on propose de conférer un effet interruptif de la prescription à la mise en demeure de l'avocat, moyennant le respect de certaines conditions. Cette solution permettra d'éviter l'introduction de procédures devant les tribunaux en ouvrant, durant un délai à déterminer, une période durant laquelle les avocats pourront tenter une négociation amiable et un traitement non judiciaire du litige. Cette période ouverte par l'interruption de la prescription permettra la recherche d'une autre solution au conflit que l'obtention d'un titre exécutoire.

L'OBFG soutient également l'idée de conférer à la mise en demeure de l'avocat un effet interruptif de la prescription et non pas un effet suspensif. L'interruption de la prescription est un mécanisme qui remplace le délai ayant déjà couru par un nouveau délai de prescription, en principe identique au délai initial. M. Kevers souligne que, sur le plan des principes, le nouveau délai pourrait être différent du délai initial.

slotte bestaat reeds en indien een advocaat een verjaringstermijn laat verstrijken alvorens te handelen, dan komt zijn aansprakelijkheid in het geding.

De heer Delpérée verklaart het eens te zijn met de algemene doelstellingen van voorliggend voorstel.

IV. HOORZITTINGEN

A. Hoorzitting met :

- de heer Kevers, vertegenwoordiger van de *Ordre des Barreaux francophones et germanophone* (OBFG);
- de heer Stevens, vertegenwoordiger van de Orde van Vlaamse Balies (OVB);
- de heer Jacques Van Compernolle, emeritus hoogleraar UCL;

1. Uiteenzetting door de heer Kevers, vertegenwoordiger van de OBFG

De heer Kevers onderstreept dat er de jongste jaren heel wat initiatieven werden genomen om de behandeling van geschillen uit de gerechtelijke sfeer te halen. Het is de bedoeling te voorkomen dat hoven en rechtbanken geconfronteerd worden met een almaar toenemende stroom van zaken. Dit voorstel past in die logica, aangezien het ertoe strekt te voorkomen dat een reeks conflicten bij de hoven en rechtbanken aanhangig wordt gemaakt. Het voorstel gebruikt daartoe een eenvoudig middel en is gebaseerd op de bestaande beginselen en actoren.

De OBFG steunt het principe van het wetsvoorstel en is het met de vaststellingen in de toelichting eens. Terecht stelt men voor aan de ingebrekestelling van de advocaat een verjaringsstuitende werking te verlenen, mits aan een aantal voorwaarden wordt voldaan. Dankzij die oplossing kan worden voorkomen dat procedures voor de rechtbanken worden ingeleid, door gedurende een nog te bepalen termijn, een periode te openen waarin de advocaten kunnen proberen te onderhandelen over een minnelijke schikking en een niet-gerechtelijke behandeling van het geschil. Gedurende die periode die men door de verjaringsstuiting schept, kan men een andere oplossing voor het conflict zoeken dan het verkrijgen van een uitvoerbare titel.

De OBFG is ook gewonnen voor het idee om de ingebrekestelling door de advocaat een verjaringsstuitende werking te verlenen, en geen schorsende werking. De verjaringsstuiting is een mechanisme dat de reeds verstreken termijn vervangt door een nieuwe verjaringstermijn, die in principe dezelfde is als de initiële termijn. De heer Kevers onderstreept dat de nieuwe termijn principieel verschillend kan zijn van de

L'interruption est la manifestation de la volonté du créancier de poursuivre l'exercice de son droit ou la reconnaissance par le débiteur de ce droit.

La suspension, qui est un autre mode par lequel on peut arrêter la prescription, est un mécanisme qui arrête la prescription pendant le temps que dure la cause de suspension. La cause de suspension est essentiellement liée à la situation d'une personne qui n'est pas en mesure de faire valoir son droit. Or, dans les cas visés par la proposition de loi, le créancier manifeste clairement, par l'intermédiaire de son avocat, l'intention de faire valoir son droit.

M. Kevers déclare que l'OBFG soutient largement la proposition de loi à l'examen sous réserve d'éventuelles adaptations techniques. Ainsi, il serait peut-être opportun de prévoir que le nouveau délai qui court à partir de l'interruption ne doit pas nécessairement être équivalent au délai initial. Le législateur pourrait fixer un autre délai, en fonction de l'objectif poursuivi par la proposition.

En ce qui concerne les garanties liées à la mise en demeure adressée par un avocat et plus précisément la garantie que la lettre atteindra le destinataire, l'intervenant fait remarquer que les ordres communautaires ont accès au registre national des personnes physiques. Ils peuvent dès lors délivrer aux avocats qui le demandent le certificat établissant une inscription domiciliaire des personnes physiques. Pour les personnes morales, ces renseignements sont accessibles en consultant la Banque carrefour des entreprises. L'avocat dispose ainsi d'un accès certain aux informations mises à jour concernant le destinataire de la lettre.

2. Exposé de M. Stevens (OVB)

Le 20 juillet 2010 a été déposée la proposition de loi modifiant l'article 2244 du Code civil pour attribuer à la lettre de mise en demeure de l'avocat un effet interruptif de la prescription.

D'un côté, ce principe peut compter sur le soutien de l'Ordre des barreaux flamands (OVB). Il est légitime de vouloir introduire dans notre droit la possibilité d'éviter l'ouverture d'une nouvelle procédure au moyen d'un acte posé par un avocat, à savoir, en l'espèce, la mise en demeure. Mais d'un autre côté, l'OVB tient à exprimer quelques réserves et à souligner que toute modification de l'article 2244 du Code civil doit préserver un équilibre entre les intérêts de toutes les parties.

Cette condition n'est pas suffisamment respectée dans la proposition modifiant l'article 2244 du Code civil, ainsi qu'il apparaîtra ci-après.

initiële termijn. De verjaringsstuiting is de uiting van de wil van de schuldeiser om te blijven streven naar de uitoefening van zijn recht of de erkenning van dat recht door de schuldenaar.

De schorsing, een andere manier om de verjaring te stoppen, is een mechanisme dat de verjaring tegenhoudt zolang de oorzaak van de schorsing duurt. De oorzaak van de schorsing is vooral verbonden aan de toestand van een persoon die niet in staat is zijn recht te doen gelden. In de gevallen waarop dit wetsvoorstel betrekking heeft, geeft de schuldeiser echter duidelijk via zijn advocaat te kennen dat hij zijn recht wil doen gelden.

De heer Kevers verklaart dat de OBFG voorliggend wetsvoorstel voluit steunt, onder voorbehoud van eventuele technische aanpassingen. Aldus is het misschien raadzaam te bepalen dat de nieuwe termijn die vanaf de stuiting loopt niet noodzakelijk even lang moet zijn als de oorspronkelijke termijn. De wetgever kan een andere termijn vaststellen, afhankelijk van de doelstelling van het voorstel.

In verband met de waarborgen van de ingebrekestelling door een advocaat en meer bepaald de waarborg dat de brief de bestemming zal bereiken, wijst spreker erop dat de ordes van de gemeenschappen toegang hebben tot het riksregister van natuurlijke personen. Ze kunnen dus aan de advocaten die daarom vragen het certificaat van inschrijving op een domicilie van natuurlijke personen afgeven. Voor rechtspersonen kunnen die inlichtingen verkregen worden bij de Kruispuntbank van ondernemingen. De advocaat heeft aldus zeker toegang tot actuele gegevens over de bestemming van de brief.

2. Uiteenzetting door de heer Stevens (OVB)

Op 20 juli 2010 werd het wetsvoorstel tot wijziging van artikel 2244 van het Burgerlijk Wetboek teneinde aan de ingebrekestellingsbrief van de advocaat een verjaringsstuitende werking te verlenen ingediend.

Aan de ene kant kan dit beginsel op de steun van de Orde van Vlaamse Balies rekenen. Het is juist dat het in ons recht mogelijk moet zijn om via een handeling van een advocaat, *in casu* de ingebrekestelling, de inleiding van een nieuwe procedure te vermijden. Aan de andere kant wil de Orde van Vlaamse Balies enige voorbehoud maken en benadrukken dat een wijziging van artikel 2244 van het Burgerlijk Wetboek een evenwicht tussen de belangen van alle partijen moet bewerkstelligen.

Hierna zal blijken dat dit in het voorstel van wijziging van artikel 2244 van het Burgerlijk Wetboek niet voldoende het geval is.

A. Lignes de force de la proposition de loi n° 5-145/1

L'idée qui sous-tend la proposition de loi est que nombre de procédures sont introduites non pas tant dans le but d'obtenir une décision de justice mais en vue de bénéficier de l'effet interruptif de la prescription, ce qui nécessite non seulement la signification d'une citation mais aussi son inscription au rôle. Non seulement cela entraîne un encombrement des tribunaux, mais cela oblige aussi le justiciable à payer, en plus des frais de citation, des droits de mise au rôle complémentaires, lesquels peuvent atteindre des montants très élevés lorsqu'il s'agit de demandes introduites à titre conservatoire.

Une alternative intéressante, selon l'auteure, serait de recourir à l'intervention d'un avocat. L'idée serait ainsi de conférer à une mise en demeure rédigée par un avocat un effet interruptif de la prescription en faisant de cette mise en demeure un acte particulier pouvant avoir force de loi. L'intervention d'un avocat offrirait des garanties suffisantes à cet égard. En effet, l'avocat connaît le droit et la procédure dans la pratique et a une relation de confiance avec son client. De plus, l'avocat est un maillon important du système judiciaire et il engage à ce titre sa crédibilité devant les tribunaux.

À l'appui de ces éléments, la proposition de loi entend compléter l'article 2244 du Code civil par ce qui suit :

« La prescription est également interrompue par une mise en demeure envoyée par l'avocat du créancier par lettre recommandée avec récépissé au débiteur dont le domicile ou le siège social est établi en Belgique.

L'envoi peut aussi se faire valablement par télifax ou par courrier électronique, à la condition que ce mode génère un accusé de réception de la part du destinataire.

La mise en demeure doit contenir de façon complète et explicite toutes les données relatives à la créance. Elle doit au moins contenir les mentions suivantes :

- 1^o l'identité complète du créancier;
- 2^o l'identité complète du débiteur;
- 3^o une description de l'obligation que la dette a fait naître;
- 4^o s'il s'agit d'une dette de somme, une justification des montants réclamés au débiteur, y compris les dommages et intérêts et les intérêts de retard;
- 5^o les autres mesures de recouvrement en cas d'absence de réaction du débiteur dans le délai fixé;

A. Krachtlijnen van het wetsvoorstel 5-145/1

De indiener van het wetsvoorstel vertrekt vanuit de idee dat heel wat vorderingen worden ingesteld, niet zozeer om een beslissing te verkrijgen «maar wel met het oog op het stuitende effect van de verjaring die niet enkel de betekening van een dagvaarding, maar ook de inschrijving op de rol vereist». Het gevolg van deze handelwijze zou een overbelasting van de rechbanken zijn waarbij de rechtzoekende naast de dagvaardingskosten ook bijkomende rolrechten moet betalen, die in het kader van vorderingen tot bewaring van een recht, heel hoog kunnen oplopen.

Een beroep op een advocaat waarbij aan ingebrekstellering een verjaringsstuitende werking wordt verleend is volgens de indiener een goed alternatief. De ingebrekstellering zou dan een bijzondere akte met kracht van wet zijn. De tussenkomst van een advocaat biedt voldoende garanties voor het gebruik van dit alternatief. Immers, de advocaat kent het recht en de procedure uit de praktijk en heeft een vertrouwensrelatie met zijn cliënt. Bovendien vormt de advocaat een belangrijke schakel in de rechtsbedeling en heeft hij een belangrijke geloofwaardigheid voor rechbanken.

Op basis van deze elementen wordt in het wetsvoorstel geponeerd om artikel 2244 van het Burgerlijk Wetboek aan te vullen met volgend lid :

« De verjaring wordt eveneens gestuit door een ingebrekstellering verstuurd per aangetekende brief met ontvangstbewijs door de advocaat van de schuldeiser naar de schuldenaar met woonplaats of maatschappelijke zetel in België.

De ingebrekstellering kan eveneens geldig worden verstuurd per fax of per e-mail, op voorwaarde dat van de geadresseerde een ontvangstbewijs wordt verkregen.

Deze ingebrekstellering dient op een volledige en expliciete wijze alle gegevens omtrent de schuldbordering te omvatten. Zij moet ten minste de volgende vermeldingen bevatten :

- 1^o de volledige identiteit van de schuldeiser;
- 2^o de volledige identiteit van de schuldenaar;
- 3^o een beschrijving van de verplichting waartoe de schuld heeft geleid;
- 4^o indien de schuld een geldsom is, een verantwoording van de bedragen die van de schuldenaar worden geëist, met inbegrip van de schadevergoedingen en verwijlrente;
- 5^o de andere invorderingsmaatregelen als de schuldenaar niet binnen de vastgestelde termijn reageert;

6° la signature de l'avocat du créancier ».

B. Observations de l'Ordre des barreaux flamands (OVB) concernant la proposition de loi

L'OVB accueille favorablement le principe qui sous-tend la proposition de loi précitée. Notre droit doit prévoir une possibilité d'éviter l'ouverture d'une nouvelle procédure au moyen d'un acte posé par un avocat.

Il arrive en effet régulièrement qu'un avocat soit consulté *in extremis* et constate, à l'occasion de cette consultation, qu'il doit — pour préserver les droits de son client — introduire sans tarder une procédure pour échapper à la prescription. De telles situations ne laissent pas le temps d'explorer la voie d'un éventuel règlement amiable, et il se peut aussi que des procédures soient introduites alors qu'elles auraient très bien pu être évitées.

La solution qui consiste à éviter la prescription par le biais d'une mise en demeure rédigée par un avocat, sans obliger les parties à entamer une procédure, peut compter sur le soutien de l'OVB.

L'OVB formule toutefois les observations suivantes.

L'auteure de la proposition de loi opte pour l'effet interruptif de la prescription, ce qui signifie qu'à partir de l'acte interruptif (en l'espèce, la mise en demeure adressée par un avocat), un nouveau délai de prescription, identique au délai initial, commence à courir.

Pour séduisante qu'elle soit, cette approche n'en est pas moins exempte de critiques.

En premier lieu, il faut savoir qu'en cas de prescription, une partie risque de perdre des droits alors que la partie adverse est, dans ce cas, définitivement libérée de la menace d'un futur litige. La prescription sert donc également la sécurité juridique et les intérêts des parties (par exemple, ceux du prétendu débiteur). La solution choisie ne doit, par conséquent, comporter aucune atteinte disproportionnée à la sécurité juridique ou aux intérêts du débiteur.

Deuxièmement, il convient d'attirer l'attention sur une tendance qui, dans notre ordre juridique, consistait à raccourcir substantiellement les délais de prescription en droit privé, parmi lesquels la prescription de droit commun. Avec la loi du 10 juin 1998 modifiant certaines dispositions en matière de prescription, qui a instauré la prescription de droit commun de dix ans, notre droit a renoncé à la prescription de trente ans, considérée comme archaïque et inadaptée. Or, une application pure et simple des effets interruptifs d'une

6° de handtekening van de advocaat van de schuldeiser ».

B. Opmerkingen van de Orde van Vlaamse Balies op het wetsvoorstel

De OVB verwelkomt het beginsel dat in voormeld wetsvoorstel wordt uitgedrukt. Het moet in ons recht mogelijk zijn om de inleiding van een nieuwe procedure te vermijden via een handeling van een advocaat.

Het gebeurt inderdaad regelmatig dat een advocaat in extremis wordt geraadpleegd en naar aanleiding van die raadpleging vaststelt dat hij — teneinde de rechten van zijn cliënt te vrijwaren — zonder dralen een procedure moet inleiden om zo aan de verjaring te ontsnappen. In dergelijke situaties is er geen tijd om de weg van een mogelijke minnelijke regeling te verkennen en kan het ook gebeuren dat procedures worden ingeleid terwijl die eigenlijk vermijdbaar waren.

De oplossing die erin bestaat via een ingebrekestelling van een advocaat te vermijden dat de verjaring wordt bereikt, zonder de partijen te verplichten om een procedure in te leiden, kan op de steun van de OVB rekenen.

De OVB formuleert wel de volgende opmerkingen.

In het wetsvoorstel wordt gekozen voor een verjarringsstuitende werking. Dit betekent dat vanaf de stuitingsdaad (hier de ingebrekestelling van een advocaat), een nieuwe verjaringstermijn gelijk aan de oorspronkelijke termijn begint te lopen.

Die benadering is aanlokkelijk, maar niet boven elke kritiek verheven.

In de eerste plaats is het inzake verjaring zo dat één partij rechten dreigt te verliezen in geval van verjaring, terwijl de tegenpartij ingeval van verjaring definitief van de dreiging van een toekomstig geschil wordt verlost. De verjaring dient dus ook de rechtszekerheid en de belangen van partijen (bijvoorbeeld die van de beweerde debiteur). De gekozen oplossing mag derhalve geen onevenredige aantasting van de rechtszekerheid of de belangen van de debiteur inhouden.

In de tweede plaats moet worden gewezen op een tendens in onze rechtsorde die ertoe strekte om de privaatrechtelijke verjaringstermijnen — waaronder de gemeenrechtelijke verjaring — substantieel in te korten. Door de wet van 10 juni 1998 tot wijziging van sommige bepalingen betreffende de verjaring heeft ons recht met de invoering van de gemeenrechtelijke verjaring van tien jaar afscheid genomen van de dertigjarige verjaring die als archaïsch en onaangepast werd beschouwd. Welnu, een zuivere toepassing van

mise en demeure adressée par un avocat pourrait entraîner un allongement considérable de la prescription, de sorte que dans certains cas (par exemple si une période de près de dix ans s'est écoulée), il y a *de facto* une prescription de près de vingt ans, ce qui est contraire à l'intention qui était celle du législateur lorsqu'il a ramené la prescription de 30 à 10 ans.

Troisièmement, il faut savoir qu'une partie qui constate que la partie adverse recourt à la possibilité que lui offrirait cette nouvelle initiative législative et qui estime que l'interruption de la prescription est préjudiciable, pourrait elle-même être incitée à entamer une procédure pour entendre dire pour droit qu'elle n'est pas (ou plus) débitrice. En cas d'actes interruptifs de la prescription qui ont pour effet de faire courir un nouveau délai prolongé, cette approche pourrait entraîner, précisément pour cette raison, une augmentation du nombre de procédures introduites non pas pour interrompre la prescription, mais pour entendre un juge conclure à l'absence de dette et, partant, déclarer qu'il n'y a pas lieu d'interrompre quoi que ce soit. En cas d'initiative législative insuffisamment nuancée, le législateur risque donc de manquer son but.

En quatrième lieu, l'OVB fait remarquer que le texte proposé n'exclut pas l'hypothèse de l'envoi de plusieurs mises en demeure successives, en sorte que la prescription ne soit éventuellement jamais atteinte. Telle ne saurait être l'intention.

C. Proposition alternative de l'Ordre des barreaux flamands

À la lumière des observations qui précèdent, l'OVB propose d'élaborer un système qui concilie au mieux les intérêts de toutes les parties et n'y porte pas atteinte de façon disproportionnée. Un tel système pourrait prévoir que la mise en demeure fait courir un délai suffisant pour permettre à la partie qui adresse la mise en demeure de définir pleinement sa position juridique, sans prolongation disproportionnée du délai initial.

Ce système pourrait ainsi consister en une interruption de la prescription pour un délai ne pouvant prolonger le délai de prescription initial que d'un an au maximum.

Pour analyser le fonctionnement de la proposition à l'examen, on peut distinguer trois situations.

La règle proposée garantit, quoi qu'il en soit, un équilibre entre les droits réciproques de toutes les parties lorsqu'il est question d'un délai de prescription de six mois ou moins. Dans ce cas, une interruption

de verjaringsstuitende gevolgen van een ingebrekestelling door een advocaat, zou kunnen leiden tot een aanzienlijke verlenging van de verjaring zodat in bepaalde gevallen (bijvoorbeeld indien bijna tien jaar is verstrekken) *de facto* een verjaring van bijna twintig jaar wordt bewerkstelligd, wat haaks staat op de bedoeling van de wetgever toen hij de dertigjarige verjaring naar een tienjarige terugbracht.

In de derde plaats moet worden gewezen op het feit dat een partij die vaststelt dat haar tegenpartij gebruik maakt van de mogelijkheid die dit nieuw wetgevend initiatief haar zou bieden en meent dat de verjaringstuiting nadelig is, zelf zou kunnen worden aangezet om een procedure in te leiden om te horen zeggen voor recht dat zij geen schuldenaar (meer) is. Bij stuitingsdaden die voor gevolg hebben dat een nieuwe lange termijn aanvangt, zou deze benadering er kunnen toe leiden dat om deze reden net wel meer procedures worden ingeleid, niet om de verjaring te stuiten, maar wel om te horen vaststellen door een rechter dat er geen schuld is en derhalve niets te stuiten valt. Bij een te ongenuineerd wetgevend initiatief dreigt de wetgever zijn doel dus voorbij te schieten.

In de vierde plaats merkt de OVB op dat de voorgestelde tekst niet uitsluit dat opeenvolgende ingebrekestellingen worden verstuurd, zodat de verjaring mogelijks nooit wordt bereikt. Dat kan niet de bedoeling zijn.

C. Alternatief voorstel van de Orde van Vlaamse Balies

Op basis van de voorgaande opmerkingen stelt de OVB voor om een systeem te ontwikkelen dat de belangen van alle partijen het best verzoent en daaraan niet op onevenredige wijze afbreuk doet. Een dergelijk systeem zou erin kunnen bestaan dat er vanaf de ingebrekestelling een termijn begint te lopen die volstaat om de partij die de ingebrekestelling laat verzenden de kans te bieden om ten volle haar rechtspositie te bepalen, zonder dat de initiële termijn op onevenredige wijze wordt verlengd.

Het systeem zou er dan in kunnen bestaan dat de verjaring wordt gestuurt voor een termijn die de initiële verjaringstermijn met maximaal 1 jaar kan verlengen.

Drie situaties kunnen worden onderscheiden voor de werking van dit voorstel.

Deze regel waarborgt in elk geval een evenwicht tussen de wederzijdse rechten van alle partijen wanneer er sprake is van een verjaringstermijn van zes maanden of minder. In dat geval zal een stuiting voor

pour la durée du délai initial ne dépassera jamais un an.

Si le délai de prescription initial a une durée de six mois au minimum et d'un an au maximum, cela signifie que s'il y a un acte interruptif valable, le délai de prescription ne pourra en aucun cas dépasser le maximum proposé d'un an. Dans cette situation aussi, les droits et les obligations réciproques des parties sont garantis.

Si le délai de prescription initial est supérieur à un an, un acte interruptif valable aura pour effet, dans tous les cas, d'interrompre la prescription pour une durée globale de plus d'un an. En effet, l'acte interruptif fera courir un nouveau délai de prescription identique au délai initial. Ainsi qu'il est expliqué ci-dessus, cela n'est souhaitable ni pour la sécurité juridique, ni pour les intérêts des parties concernées. En outre, cette réglementation ne correspond pas à la tendance actuelle en matière de délais de prescription. La loi du 10 juin 1998 visait précisément à réduire substantiellement la durée des délais de prescription de droit privé. Enfin, la prolongation du délai de prescription pour la durée du délai initial pourrait produire l'effet contraire à celui escompté. Le débiteur présumé pourrait en effet intenter lui-même une procédure pour entendre le juge dire pour droit qu'il n'y a pas (ou plus) de dette, si bien que le nombre de procédures risque même d'augmenter. Cela irait bien entendu à l'encontre de l'objectif de la proposition à l'examen, qui est précisément de réduire le nombre de procédures judiciaires engagées uniquement en vue d'interrompre une prescription.

Il faut donc trouver une autre solution pour les délais de prescription d'une durée supérieure à un an. La solution pourrait consister à instaurer un double plafond, ce qui signifierait qu'avec un acte interruptif valable, la prescription serait atteinte en tout cas à la date d'échéance du délai de prescription initial. À partir de cette date, l'avocat qui a posé l'acte interruptif pourrait compter sur un délai supplémentaire d'un an au maximum pour préserver les droits de son client.

L'OVB tient à souligner au passage que cette disposition ne remet nullement en cause les règles de la loi relative au recouvrement amiable des dettes du consommateur. En effet, la disposition proposée crée un cadre de droit commun et ne concerne pas le contenu spécifique de dispositions particulières, comme celles de la loi relative au recouvrement amiable des dettes du consommateur.

Par conséquent, l'OVB est convaincu que le texte est susceptible d'amélioration, de manière qu'il puisse mieux tenir compte de la complexité des règles en matière de prescription (qui prévoient des délais très courts et des délais très longs, y compris dans des lois spéciales), des besoins des intéressés et de la finalité qui est d'éviter des procédures.

de la durée de l'initiale termijn nooit meer zijn dan een jaar.

Indien de initiale verjaringstermijn minimaal zes maanden en maximaal een jaar bedraagt, betekent dit dat de verjaringstermijn bij een geldige stuitingsdaad in geen geval het voorgestelde maximum van een jaar kan overschrijden. Ook dan worden de wederzijdse rechten en verplichtingen van de partijen gewaarborgd.

Wanneer de initiale verjaringstermijn langer is dan een jaar, betekent dit dat een geldige stuitingsdaad in elk geval de verjaring zal stuiten voor een globale termijn van langer dan 1 jaar. Er begint immers een nieuwe verjaringstermijn te lopen die gelijk is aan de oorspronkelijke termijn. Zoals hiervoor uiteengezet werd, is dit voor de rechtszekerheid en de belangen van de betrokken partijen niet wenselijk. Bovendien staat deze regeling haaks op de huidige tendens inzake verjaringstermijnen. De Wet van 10 juni 1998 had juist de bedoeling om de privaatrechtelijke verjaringstermijnen substantieel in te korten. Ten slotte zou de verlenging van de verjaringstermijn voor de duur van de initiale termijn een avechts gevolg kunnen hebben. De vermeende schuldenaar zou immers zelf een procedure kunnen inleiden om voor recht te horen zeggen dat hij/zij geen schuld (meer) heeft, wat net meer procedures op gang zou brengen. Dit gaat uiteraard in tegen de bedoeling van voorliggend voorstel die er net in bestaat om het aantal gerechte procedures die louter zijn ingegeven om een verjaring te stuiten, terug te dringen.

Voor verjaringstermijnen van meer dan 1 jaar dient derhalve een andere oplossing worden gevonden. De oplossing kan er dan in bestaan dat een dubbel plafond wordt ingevoerd. Dit betekent dat de verjaring bij een geldige stuitingsdaad in elk geval wordt bereikt op de dag van de oorspronkelijke verjaringstermijn. Vanaf die dag kan de advocaat die de stuitingsdaad heeft gesteld, rekenen op een bijkomende termijn van maximaal één jaar om de rechten van zijn cliënt te vrijwaren.

Terzijde wil de OVB opmerken dat deze bepaling in geen geval de regels inzake de Wet betreffende de minnelijke invordering van schulden van de consument in het gedrang brengt. Immers, de voorgestelde bepaling schept een gemeenrechtelijke kader en handelt niet over de specifieke inhoud van bijzondere bepalingen zoals de Wet betreffende de minnelijke invordering van schulden van de consument.

Bijgevolg is de OVB ervan overtuigd dat de tekst verbeterbaar is om beter te beantwoorden aan de complexiteit van de verjarringsregels (met zeer korte en lange termijnen, ook in bijzondere wetten), aan de noden van de belanghebbenden en aan de finaliteit om procedures te vermijden.

L'OVB propose donc de compléter l'article 2244 du Code civil par ce qui suit :

« Une mise en demeure envoyée par l'avocat du créancier par lettre recommandée avec accusé de réception au débiteur dont le domicile ou le siège social est établi en Belgique interrompt également la prescription pour un délai prolongeant le délai initial et ne pouvant dépasser la durée d'un an.

L'envoi peut aussi se faire valablement par télifax ou par courrier électronique, à la condition que ce mode génère un accusé de réception de la part du destinataire.

La mise en demeure doit contenir de façon complète et explicite toutes les données relatives à la créance. Elle doit au moins contenir les mentions suivantes :

- 1° l'identité complète du créancier;
- 2° l'identité complète du débiteur;
- 3° une description de l'obligation que la dette a fait naître;
- 4° s'il s'agit d'une dette de somme, une justification des montants réclamés au débiteur, y compris les dommages et intérêts et les intérêts de retard;
- 5° le délai dans lequel le débiteur peut s'acquitter de son obligation sans que les mesures supplémentaires de recouvrement ne puissent être prises;
- 6° les autres mesures de recouvrement en cas d'absence de réaction du débiteur dans le délai fixé;
- 7° la signature de l'avocat du créancier. »

3. Exposé de M. Van Compernolle, professeur émérite à l'UCL

Introduction

M. Van Compernolle rappelle que la proposition à l'examen reprend très largement des propositions faites lors des « dialogues justice » menés par MM. Erdman et de Leval. Le texte reprend d'ailleurs presque totalement une proposition que le professeur de Leval avait formulée dans une des leçons qu'il avait dispensées dans le cadre de la chaire Francqui.

L'intervenant est entièrement favorable à la proposition de loi à l'examen. Comme le précisent les développements, la mesure proposée offrira à l'avocat un temps supplémentaire pour amorcer ou poursuivre une négociation sans avoir l'obligation d'introduire une

Daarom stelt de OVB voor om artikel 2244 in het Burgerlijk Wetboek aan te vullen met volgend lid :

« Ingeval van een ingebrekestelling verstuurd per aangetekende brief met ontvangstbewijs door de advocaat van de schuldeiser naar de schuldenaar met woonplaats of maatschappelijke zetel in België wordt de verjaring eveneens gestuit voor een termijn die de oorspronkelijke verlengt, zonder dat die duur langer kan zijn dan een jaar.

De ingebrekestelling kan eveneens geldig worden verstuurd per fax of per e-mail, op voorwaarde dat van de geadresseerde een ontvangstbewijs wordt verkregen.

Deze ingebrekestelling dient op een volledige en expliciete wijze alle gegevens omtrent de schuldverdering te omvatten. Zij moet ten minste de volgende vermeldingen bevatten :

- 1° de volledige identiteit van de schuldeiser;
- 2° de volledige identiteit van de schuldenaar;
- 3° een beschrijving van de verplichting waartoe de schuld heeft geleid;
- 4° indien de schuld een geldsom is, een verantwoording van de bedragen die van de schuldenaar worden geëist, met inbegrip van de schadevergoedingen en verwijlinteressen;
- 5° de termijn waarbinnen de schuldenaar zijn verplichtingen kan nakomen zonder dat bijkomende invorderingsmaatregelen kunnen worden getroffen;
- 6° de andere invorderingsmaatregelen als de schuldenaar niet binnen de vastgestelde termijn reageert;
- 7° de handtekening van de advocaat van de schuldeiser. »

3. Uiteenzetting van de heer Van Compernolle, emeritus hoogleraar aan de UCL

Inleiding

De heer Van Compernolle herinnert eraan dat voorliggend voorstel grotendeels de voorstellen overneemt die werden gedaan tijdens de justitiadialogen van de heren Erdman en de Leval. De tekst neemt overigens een voorstel dat professor de Leval had geformuleerd in een van de lessen die hij heeft gegeven in het kader van de Francqui-leerstoel, bijna volledig over.

Spreker is volledig voor voorliggend wetsvoorstel gewonnen. Zoals in de toelichting staat, zal de voorgestelde maatregel de advocaat bijkomende tijd geven om onderhandelingen aan te vatten of voort te zetten zonder de verplichting om een verjaringsstui-

citation interruptive de la prescription lorsque le créancier ne dispose pas d'un titre exécutoire. Lorsque le créancier dispose d'un titre exécutoire, le commandement suffit pour assurer l'interruption.

La solution proposée par Mme Defraigne est intéressante sur le plan de l'économie du système. C'est de nature à favoriser le règlement amiable d'un litige. De même, cela réduira le nombre de citations inutiles qui alourdissent les rôles des tribunaux.

Réflexions critiques

M. Van Compernolle souhaite formuler des remarques de trois ordres quant à l'attribution d'un effet interruptif de la prescription à la lettre d'avocat. Ces observations visent à renforcer la sécurité juridique d'un acte dont les effets de droit sont très importants.

- *Quant à la forme de l'acte*

Le Code civil fait preuve de souplesse quant aux conditions de forme de la mise en demeure. L'article 1139 prévoit que la mise en demeure est constituée par une sommation ou par tout autre acte équivalent. Le Code civil renvoie à des procédés qui peuvent conduire à la certitude quant à la volonté du créancier d'interrompre la prescription.

La proposition prévoit que l'envoi de la mise en demeure peut se faire par lettre recommandée avec récépissé. C'est incontestablement le mode le plus sûr. L'intervenant fait le parallèle avec la proposition de médiation volontaire faite en vertu de l'article 1730 du Code judiciaire, qui suspend pendant un mois le délai de prescription et qui doit être adressée par lettre recommandée.

M. Van Compernolle est par contre plus réservé quant aux autres modes de communication prévus à l'article 2244, § 2, alinéa 2, proposé du Code civil. Le texte prévoit en effet la possibilité de procéder à l'envoi par télifax ou par courrier électronique, à condition que ce mode génère un accusé de réception de la part du destinataire.

Ces procédés de communication ne permettent pas d'assurer la signature de l'avocat avec la même sécurité. Or, la signature de l'avocat est une condition de forme requise par la proposition.

Par ailleurs, le texte exige qu'un accusé de réception soit généré. Que se passera-t-il en l'absence d'accusé de réception ? Cette question sera d'autant plus délicate que l'on approchera de la fin du délai de prescription. M. Van Compernolle souligne que l'effet interruptif intervient dès l'instant où le créancier émet sa volonté. Le délai de prescription court en effet à

tende dagvaarding in te dienen wanneer de schuldeiser geen uitvoerbare titel heeft. Wanneer de schuldeiser over een uitvoerbare titel beschikt, volstaat het bevel om de verjaring te stuiten.

De oplossing die mevrouw Defraigne voorstelt, zal de efficiëntie van het systeem verhogen. Het bevordert immers een minnelijke regeling van geschillen. Tevens zal het het aantal overbodige dagvaardingen, die de rollen van de rechtbanken belasten, verminderen.

Kritische bedenkingen

De heer Van Compernolle wil opmerkingen maken over drie aspecten van het verlenen van een verjarringsstuitende werking aan de brief van de advocaat. Die opmerkingen strekken om de rechtszekerheid van een akte met belangrijke rechtsgevolgen te verhogen.

- *Inzake de vorm van de akte*

Het Burgerlijk Wetboek geeft blijk van soepelheid inzake de vormvereisten van de ingebrekestelling. Artikel 1139 bepaalt dat iemand in gebreke wordt gesteld door een aanmaning of door elke daarmee gelijkstaande akte. Het Burgerlijk Wetboek verwijst naar procedés die zekerheid kunnen bieden over de wil van de schuldeiser om de verjaring te stuiten.

Het voorstel bepaalt dat de ingebrekestelling kan worden verzonden met een aangetekende brief met ontvangstbewijs. Dat is onbetwistbaar de veiligste wijze. Spreker trekt een parallel met het voorstel tot vrijwillige bemiddeling op grond van artikel 1730 van het Gerechtelijk Wetboek, dat de verjaringstermijn gedurende een maand schorst en dat bij aangetekende brief moet worden verzonden.

De heer Van Compernolle is daarentegen terughoudender over de andere communicatiemiddelen waarin het voorgestelde artikel 2244, § 2, tweede lid, van het Burgerlijk Wetboek voorziet. De tekst voorziet immers in de mogelijkheid om de ingebrekestelling per fax of per e-mail te verzenden, op voorwaarde dat van de geadresseerde een ontvangstbewijs wordt verkregen.

Die communicatiemiddelen bieden niet dezelfde zekerheid inzake de handtekening van de advocaat. De handtekening van de advocaat is nu net een vormvereiste van het voorstel.

Tevens eist de tekst dat er een ontvangstbewijs wordt verkregen. Wat zal er gebeuren wanneer er geen ontvangstbewijs is ? Die vraag wordt des te delicateser naarmate men het einde van de verjaringstermijn nadert. De heer Van Compernolle onderstreept dat de verjarringsstuitende werking ontstaat zodra de schuldeiser zijn wil te kennen geeft. De verjaringstermijn

l'égard de celui qui veut interrompre la prescription. L'acte interruptif est un acte unilatéral dont l'effet de droit est atteint au moment où la volonté du créancier s'exprime. L'intéressé doit communiquer cette volonté à son adversaire et il est, à cet égard, fondamental d'avoir une date certaine, surtout lorsque l'on se trouve à quelques jours de l'expiration du délai.

L'intervenant plaide dès lors pour la technique de l'envoi recommandé à la poste, à l'instar de ce qui est prévu pour les notifications à l'étranger ou pour la médiation. Cette technique offre le plus de sécurité. La date est celle du jour où l'intéressé, par un pli postal recommandé, marque sa volonté d'interrompre le délai. Le récépissé montrera ultérieurement que le destinataire a été averti.

Vu l'importance des effets liés à la lettre d'avocat, l'intervenant pense qu'il faut faire preuve d'une grande rigueur quant aux conditions dans lesquelles cette volonté du créancier doit pouvoir s'exprimer. Il pense que l'envoi par fax ou par voie électronique peut conduire à des incertitudes et à des insécurités. C'est d'autant plus vrai que l'on n'est pas en présence de personnes qui disposent d'une véritable adresse judiciaire électronique mais qu'il s'agit d'une simple adresse mail.

• Quant au contenu de l'acte

La proposition prévoit une série de mentions que doit contenir la mise en demeure. M. Van Compernolle suggère de prévoir une sanction lorsque lesdites mentions ne sont pas indiquées. En principe, la volonté unilatérale du créancier ne peut avoir un effet de droit que dans les conditions prévues par la loi. Il faudrait préciser dans le texte que si les formes légales ne sont pas respectées, la lettre de mise en demeure ne peut avoir d'effet interruptif.

L'orateur suggère, outre les mentions obligatoires déjà prévues, que l'on indique expressément dans l'acte qu'il a pour objet d'interrompre la prescription. Le destinataire en aura ainsi parfaite connaissance et conscience.

Enfin, M. Van Compernolle rappelle que la mise en demeure est un acte par lequel on commande au débiteur de payer ou d'exécuter son obligation. Le débiteur dispose pour ce faire d'un délai de demeure. L'article 2244, § 2, aléna 3, 5^o, proposé, prévoit qu'aucune mesure ne pourra être prise durant ce délai de demeure. Le 6^o indique que si le créancier ne s'exécute pas dans ce délai, d'autres mesures peuvent être envisagées. Cela vise évidemment l'action en justice qui serait intentée par le créancier en vue de l'obtention d'un titre exécutoire.

loopt immers voor degene die de verjaring wil onderbreken. De stuitende akte is een eenzijdige akte, die rechtsgevolgen krijgt op het ogenblik waarop de schuldeiser zijn wil uit. De betrokkenen moet die wil aan zijn tegenpartij meedelen en het is daarbij fundamenteel dat men een vaste datum heeft, vooral wanneer men enkele dagen voor het verstrijken van de termijn staat.

Spreker pleit bijgevolg voor de techniek van de ter post aangetekende zending, zoals dat ook geldt voor de kennisgevingen in het buitenland of voor de bemiddeling. Die techniek biedt de meeste zekerheid. De datum is die van de dag waarop de betrokkenen met een ter poste aangetekende brief zijn wil te kennen geeft om de termijn te stuiten. Het ontvangstbewijs zal later aantonen dat de bestemming verwittigd werd.

Gezien het belang van de gevolgen van die brief van de advocaat, denkt spreker dat blijk moet worden gegeven van grote nauwgezetheid inzake de voorwaarden waaronder die wil van de schuldeiser moet worden geuit. Hij denkt dat verzending per fax of e-mail tot onzekerheid of tot onveiligheid kan leiden, vooral omdat men niet te maken heeft met personen die een echt gerechtelijk elektronisch adres hebben, maar een gewoon e-mailadres.

• Inzake de inhoud van de akte

Het voorstel voorziet in een reeks vermeldingen die de ingebrekkestelling moet bevatten. De heer Van Compernolle suggereert te voorzien in een sanctie mochten die vermeldingen ontbreken. In principe kan de eenzijdige wil van de schuldenaar slechts onder de voorwaarden van de wet rechtsgevolgen hebben. Men moet in de tekst preciseren dat, de brief van ingebrekkestelling geen verjaringsstuitende werking kan hebben wanneer de wettelijk voorgeschreven vorm niet in acht wordt genomen.

Spreker suggereert dat men naast de reeds vooropgestelde verplichte vermeldingen uitdrukkelijk in de akte opneemt dat het doel ervan is de verjaring te stuiten. De bestemming zal er zich dan terdege van bewust zijn.

De heer Van Compernolle herinnert er ten slotte aan dat de ingebrekkestelling een akte is waardoor men de schuldenaar beveelt te betalen of zijn verbintenis na te komen. De schuldenaar beschikt daartoe over een termijn. Het voorgestelde artikel 2244, § 2, derde lid, 5^o, bepaalt dat gedurende die termijn geen maatregelen kunnen worden genomen. Het 6^o bepaalt dat wanneer de schuldenaar niet binnen die termijn handelt, andere maatregelen mogelijk zijn. Daarmee bedoelt men natuurlijk de rechtsvordering die de schuldeiser zal instellen om een uitvoerbare titel te verkrijgen.

• *Quant aux effets de l'acte*

M. Van Compernolle souligne que la proposition prévoit de donner à la mise en demeure de l'avocat un effet interruptif de la prescription. C'est une interruption civile classique où l'on reporte le délai de prescription comme le ferait une citation en justice.

L'intervenant rappelle la proposition qui avait été faite dans les « dialogues justice » par MM. Erdman et De Leval dans laquelle l'effet interruptif était limité à un an.

La proposition de loi pourrait entraîner une certaine disproportion entre le créancier et le débiteur; le premier pouvant, par un simple acte d'avocat, se retrouver avec une prescription d'un temps équivalent au premier délai. Si l'on en croit les développements, le but de la proposition n'est pas tant d'obtenir un nouveau délai de prescription mais plutôt de permettre une prise de contact entre les parties en vue d'une conciliation. Si l'idée est que l'avocat va tenter d'obtenir un règlement amiable, l'idée de MM. Erdman et de Leval d'enfermer cette phase dans un délai d'un an répond mieux au principe de proportionnalité entre les parties et est un incitant à la négociation. C'est une question d'opportunité.

• *Inzake de gevolgen van de akte*

De heer Van Compernolle beklemtoont dat het voorstel de ingebrekestelling van de advocaat een verjaringsstuitende werking verleent. Het gaat om een klassieke burgerrechtelijke stuiting, waarbij men de verjaringstermijn verschuift, zoals dat met een dagvaarding het geval zou zijn.

Spreker herinnert eraan dat in het voorstel dat door de heren Erdman en De Leval geformuleerd werd tijdens de justitiediallogen, de verjaringsstuitende werking beperkt was tot een jaar.

Het wetsvoorstel kan een bepaalde wanverhouding met zich brengen tussen de schuldeiser en de schuldenaar, omdat de eerste met een gewone akte van een advocaat opnieuw een verjaringstermijn kan krijgen die even lang is als de eerste termijn. Als we de toelichting mogen geloven, dan is het niet zozeer de bedoeling een nieuwe verjaringstermijn te verkrijgen, maar veeleer het mogelijk te maken dat partijen rechtstreeks met elkaar contact opnemen om tot een vergelijk te komen. Indien het de bedoeling is dat de advocaat probeert om een minnelijke schikking te treffen, dan beantwoordt het idee van de heren Erdman en de Leval om die fase tot een termijn van een jaar te beperken beter aan het principe van evenredigheid tussen de partijen en is het een aansporing om te onderhandelen. Het is een kwestie van opportunité.

4. Échange de vues

4.1. Questions des membres

Mme Taelman remercie les intervenants et en particulier le professeur Van Compernolle, qui s'est penché sur un certain nombre de questions qu'elle avait déjà soulevées lors de la discussion générale. L'OVB a également répondu en partie à ces observations. L'intervenante se réfère au système en vigueur aux Pays-Bas, où une sommation ou une notification écrite du créancier suffit pour interrompre la prescription, à condition toutefois que cette sommation soit suivie, dans un délai de six mois, d'un autre acte interruptif. L'intervenante demande à l'OVB de bien vouloir préciser ce qu'il entend exactement par le délai mentionné d'un an.

Concernant la date également, l'intervenante avait déjà formulé quelques observations. Il est en effet prévu que l'acte interruptif puisse être accompli par télécopie ou par courrier électronique. Bien que l'intervenante soit une grande partisane de l'informatisation de la Justice, elle estime qu'une grande prudence est de mise en l'occurrence. Que se passera-t-il, par exemple, si un fax arrive un vendredi soir dans une société où le

4. Gedachtwisseling

4.1. Vragen van deleden

Mevrouw Taelman dankt de sprekers en in het bijzonder professor Van Compernolle die is ingegaan op een aantal vragen die spreekster tijdens de algemene besprekking reeds had opgeworpen. Ook de OVB antwoordde gedeeltelijk op deze bedenkingen. Spreekster verwijst naar het bestaande systeem in Nederland, waar een aanmaning of een schriftelijke mededeling van de schuldeiser volstaat om de verjaring te stuiten, echter op voorwaarde dat deze aanmaning binnen een termijn van zes maanden wordt gevolgd door een andere stutingshandeling. Spreekster vraagt aan de OVB te willen verduidelijken wat zij juist bedoelen met de vermelde termijn van één jaar.

Ook over de datum had spreekster reeds enkele bedenkingen geuit. Er wordt immers voorzien in de mogelijkheid de stuitende handeling per fax of per mail te verrichten. Hoewel spreekster zich een groot voorstander van de informativering van Justitie mag noemen, meent ze dat in voorliggend geval grote voorzichtigheid is geboden. Wat bijvoorbeeld met een fax die op vrijdagavond in een bedrijf aankomt waar

télécopieur reste branché tout le week-end et où la femme de ménage range les papiers le lundi matin ?

L'intervenante a également déjà soulevé la question de la sanction dans l'hypothèse où la mise en demeure de l'avocat ne comprendrait pas toutes les mentions obligatoires énumérées dans la loi. Dans ce cas, l'effet interruptif de la prescription sera-t-il annulé ? Cela peut avoir de très lourdes conséquences juridiques. De plus, l'avocat a en l'espèce une obligation de résultat et risque dès lors d'engager sa responsabilité professionnelle.

M. Torfs souhaite réagir sur le fait que la procédure à l'examen n'entraînera pas de surcoût. Il fait remarquer que l'avocat devra néanmoins être payé pour l'envoi de la lettre. Plutôt que de payer des frais d'huissier, on paiera des frais d'avocat.

Par ailleurs, l'intervenant partage un certain nombre de préoccupations de la préopinante concernant la sécurité juridique. Lorsqu'un huissier intervient, il a clairement une obligation de résultat et engage dès lors sa responsabilité professionnelle. Si le courrier est envoyé par la poste, il existe également une obligation de résultat, mais, dans ce cas, il n'y a pas de moyens aussi contraignants pour obtenir le résultat escompté.

La proposition de loi à l'examen prévoit par ailleurs que diverses mentions doivent figurer dans la lettre. La mention de l'effet interruptif de la lettre ne fait cependant pas partie de la liste. N'est-ce pas problématique ?

La question se pose enfin de savoir si la modification proposée ne risque pas d'être décidée à la va-vite. Ou bien il faudrait préciser clairement que l'interruption visée ne peut intervenir que dans le cadre de la médiation, avec toutes les conséquences que cela entraîne. Dans le cas contraire, l'intervenant craint qu'une telle interruption puisse poursuivre un autre objectif que celui d'une tentative de conciliation.

M. Broers a encore quelques observations techniques à formuler.

Il note ainsi une discordance entre le texte français et le texte néerlandais de l'article 2, § 2 : tandis qu'il est question de « l'envoi » dans le texte français, le terme « ingebrekestelling » est utilisé dans le texte néerlandais.

Au point 5, alors que le texte français mentionne « les mesures » (avec un article défini), le texte néerlandais fait mention de mesures supplémentaires (sans article défini).

M. Laeremans demande si un système similaire existe dans d'autres pays limitrophes, à part les Pays-Bas.

het faxtoestel het hele weekend blijft aangesloten, en waar de poëtsvrouw de papieren op maandagochtend opruimt ?

Spreekster stelde ook reeds de vraag naar de sanctie als de advocaat niet alle verplichte in de wet opgesomde vermeldingen heeft opgenomen in zijn ingebrekestelling. Gaat het verjaringsstuitend effect dan verloren ? Dit kan zeer grote rechtsgevolgen hebben. Bovendien heeft de advocaat in dat geval een resultaatsverbintenis en kan zijn beroepsaansprakelijkheid dan in het gedrang komen.

De heer Torfs wil ingaan op het feit dat voorliggende procedure geen hogere kost teweegbrengt. Spreker werpt ter zake op dat de advocaat echter wel zal moeten worden betaald voor het versturen van de brief. Er komt dan in zekere zin een verschuiving van deurwaarderskosten naar advocatenkosten.

Verder deelt spreker een aantal bekommernissen van de vorige spreker op het vlak van de rechtszekerheid. Bij een deurwaarder die tussenkomt is er duidelijk sprake van een afdwingbare resultaatsverbintenis; derhalve is hij beroepshalve aansprakelijk. Indien de brief per post wordt verzonden, is er eveneens sprake van een resultaatsverbintenis, maar ontbreken de middelen om deze af te dwingen op een zelfde stringente manier.

Het voorliggende wetsvoorstel bepaalt verder dat allerhande vermeldingen in de brief dienen te worden opgenomen. De mededeling dat door deze brief stuiting ontstaat ontbreekt echter in het lijstje. Is dit geen probleem ?

Ten slotte rijst de vraag of men voorliggende wijziging « out of the blue » wil doorvoeren. Of moet duidelijk worden gemaakt dat de bedoelde stuiting alleen kan plaatsvinden in het raam van bemiddeling met alle gevolgen van dien. Zo niet vreest spreker dat dergelijke stuiting ook een andere doelstelling kan hebben dan poging tot bemiddeling.

De heer Broers heeft nog een aantal technische vragen.

Zo blijkt er discordantie te bestaan tussen de Nederlandse en de Franse tekst van artikel 2, § 2. Waar de Franse tekst melding maakt van « l'envoi », heeft men het in de Nederlandse tekst over de « ingebrekestelling ».

In punt 5 vermeldt de Franse tekst « les mesures »; dus met een bepalend lidwoord, terwijl de Nederlandse tekst gewag maakt van bijkomende maatregelen, zonder lidwoord.

De heer Laeremans vraagt of er, behalve in Nederland, ook in andere ons omringende landen een gelijkaardig systeem bestaat.

Par ailleurs, selon l'intervenant, c'est la première fois que l'on accorde un tel poids à un courrier d'avocat. Est-ce effectivement une première ?

L'intervenant souhaite obtenir des précisions sur les conséquences concrètes de l'interruption. Le développements soulignent qu'un nouveau délai de prescription semblable au délai initial peut commencer à courir. N'est-ce pas toujours le même délai qui recommence à courir ? Pourquoi un délai « semblable » ? Peut-on interrompre plusieurs fois la prescription, et ce jusqu'à la fin du délai initial ?

L'intervenant demande enfin quelques explications sur les délais proprement dits. Le délai de prescription est-il identique pour toutes les procédures ou diffère-t-il selon la valeur de la procédure ? Quel est le délai exact ?

Mme Defraigne pense que la commission devra trancher une série de questions.

La première vise l'effet que l'on donne à la mise en demeure : une interruption ou une suspension de la prescription. L'intervenante préfère l'interruption. Elle renvoie sur ce point à son exposé introductif.

La deuxième question est relative à la durée de l'interruption. Fait-on courir un nouveau délai de prescription égal au délai initial ou va-t-on limiter l'interruption à un délai d'un an ? À l'heure actuelle, on lance citation pour interrompre la prescription. Ce faisant, on est pris dans le système des calendriers de procédures qui sont des carcans stricts qui obligent parfois les parties à plaider sans laisser de marge à la négociation. Si l'objectif est de négocier, une interruption pour une période limitée d'un an se justifie. Quelle sera la sanction si ce délai d'un an est dépassé ?

Mme Defraigne réagit ensuite à la question du coût de la procédure. Dans le système actuel, la partie qui veut lancer citation pour interrompre la prescription doit le plus souvent faire appel à un avocat qui rédigera l'acte interruptif avant de l'envoyer à un huissier pour signification. Si l'on attribue un effet interruptif à la mise en demeure de l'avocat, on permettra au créancier d'économiser des frais d'huissier et des frais d'inscription au rôle. On évite également d'entrer dans une logique belliqueuse et on laisse un espace de négociation.

Quant à la forme de l'acte, Mme Defraigne a voulu tenir compte dans sa proposition des nouvelles technologies. Elle a dès lors prévu des modes de communication modernes. Si cela pose des problèmes de sécurité juridique, elle peut accepter que l'on se limite à l'envoi postal recommandé.

Verder is het volgens spreker de eerste keer dat aan een brief van een advocaat dergelijk gewicht wordt gegeven. Is dit inderdaad een primeur ?

Spreker wenst verduidelijking over de concrete gevallen van de stueting. De memorie van toelichting stelt dat een nieuwe verjaringstermijn kan beginnen lopen die min of meer gelijk is aan de oorspronkelijke termijn. Is dat niet steeds dezelfde termijn die opnieuw begint te lopen ? Waarom min of meer gelijk ? Kan men verschillende keren stuiten, en dit tot op het einde van de oorspronkelijke termijn ?

Spreker wenst ten slotte nog enige toelicht over de termijnen zelf. Is de verjaringstermijn deze gelijk in alle vorderingen of verschilt ze naargelang de waarde van de vordering ? Wat is de juiste termijn ?

Mevrouw Defraigne denkt dat de commissie een beslissing zal moeten nemen voor een reeks problemen.

Het eerste betreft de werking van de ingebrekestelling : een stueting of een schorsing van de verjaring. Spreekster verkiest stueting. Zij verwijst hiervoor naar de inleidende uiteenzetting.

Het tweede probleem betreft de duur van de stueting. Begint er een nieuwe verjaringstermijn te lopen die even lang is als de oorspronkelijke termijn of wordt de stueting beperkt tot één jaar ? Momenteel wordt er gedagvaard om de verjaring te stuiten. Op die manier zit men vast in het strakke tijdschema van de procedures waardoor de partijen soms verplicht worden te pleiten zonder ruimte te laten voor onderhandelingen. Als het de bedoeling is te onderhandelen, dan is een stueting voor een beperkte periode van één jaar gerechtvaardigd. Welke sanctie wordt er opgelegd als die termijn van één jaar verstrekken is ?

Mevrouw Defraigne reageert vervolgens op het probleem van de procedurekosten. In het huidige stelsel moet de partij die wil dagvaarden om de verjaring te stuiten meestal een beroep doen op een advocaat die de verjaringstuitende akte opstelt om ze dan naar de deurwaarder te sturen voor dagvaarding. Als men een verjaringstuitende werking verleent aan de ingebrekestelling door de advocaat, spaart de schuldeiser kosten uit voor de deurwaarder en de inschrijving op de rol. Men laat ook de strijdlustige logica varen en er wordt ruimte gemaakt voor onderhandelingen.

Wat de vorm van de akte betreft, heeft mevrouw Defraigne in haar voorstel rekening willen houden met de nieuwe technologieën. Zij heeft bijgevolg in moderne communicatiemethoden voorzien. Indien dit zou raken aan de rechtszekerheid, dan kan zij aanvaarden het te houden op het verzenden van een aangetekende brief.

Enfin, pour ce qui concerne le contenu de l'acte, les barreaux pourront faire œuvre utile en rédigeant une lettre type contenant les mentions légales prescrites sous peine de non-interruption de la prescription.

4.2. Réponses des experts

M. Van Compernolle renvoie à la question sur la sécurité juridique. Il admet que la sécurité juridique offerte pas une signification par exploit d'huissier est plus importante que celle offerte par une lettre recommandée à la poste. Il fait cependant remarquer que depuis la mise en place du Code judiciaire les techniques de notification par pli judiciaire constituent le mode le plus habituel de notification. C'est d'ailleurs cette technique qui est utilisée à titre subsidiaire pour communiquer un acte à une personne qui n'a ni domicile ni résidence en Belgique, quand les Conventions internationales ne prévoient pas d'autre mode de communication. Si l'on veut réduire les coûts, la solution de la lettre recommandée va dans le bon sens.

En ce qui concerne l'hypothèse dans laquelle il n'a pas été possible de déposer le pli recommandé à La Poste, par exemple en raison d'une grève, l'intervenant pense que la jurisprudence en matière de force majeure trouverait à s'appliquer. Si l'on est à la veille de la fin du délai de prescription, le créancier pourrait soutenir qu'il y a eu force majeure pendant le temps d'interruption des services à La Poste.

L'intervenant fait enfin remarquer que dans l'état actuel de notre droit, il n'y a pas d'autre acte d'avocat qui puisse avoir un effet particulier, même s'il existe des propositions visant à attribuer à l'acte d'avocat un effet probatoire renforcé. Sans être égal à l'acte notarié, l'acte d'avocat pourrait par exemple conférer une date certaine.

M. Stevens a encore un autre argument. Lorsqu'on officie en tant qu'avocat, on ne dispose, au départ, que de la version des faits donnée par le client. Souvent aussi, l'avocat ne reçoit pas tous les documents. S'il a la possibilité de reporter la citation, de prendre contact avec la partie adverse et d'entamer des négociations avec elle, il peut se faire une idée plus précise de la cause. Le fait d'entendre la défense peut amener l'avocat à ne pas assigner et à rechercher plutôt une solution négociée. En revanche, une vision unilatérale d'un dossier aboutit toujours à une citation.

Pour l'intervenant, il semble évident que la lettre doit faire état de l'effet interruptif. Il s'agit même là d'une des mentions essentielles.

L'intervenant répète que, selon lui, le moyen de l'effet interruptif ne doit pouvoir être invoqué qu'une seule fois. Il ne serait pas concevable que l'avocat

Wat ten slotte de inhoud van de akte betreft, zouden de balies een standaardbrief kunnen opstellen met de op straffe van niet stuiting van de verjaring voorgeschreven wettelijke bepalingen.

4.2. Antwoorden van de deskundigen

De heer Van Compernolle komt terug op het probleem van de rechtszekerheid. Spreker erkent dat de rechtszekerheid bij een dagvaarding bij deurwaardersexploit veel groter is dan bij een aangetekende brief per post. Spreker merkt toch op dat sinds de invoering van het Gerechtelijk Wetboek, de techniek van kennisgeving per gerechtsbrief de meest gebruikelijke methode van kennisgeving is. Het is trouwens die techniek die in subsidiaire orde wordt gebruikt voor de kennisgeving van een akte aan iemand die noch zijn woonplaats noch zijn verblijfplaats in België heeft, wanneer de internationale verdragen in geen andere kennisgevingsmethode voorzien. Indien men kosten wil besparen, dan is de oplossing van de aangetekende brief een stap in de goede richting.

Indien de aangetekende brief niet kon worden ingediend bij De Post bijvoorbeeld vanwege eenstaking, dan meent spreker dat de rechtspraak inzake overmacht van toepassing kan zijn. Indien men vlak voor het einde van de verjaringstermijn zit, dan kan de schuldeiser overmacht aanvoeren vanwege de werkonderbreking van de diensten van De Post.

Spreker merkt ten slotte op dat er in huidige toestand van ons recht geen andere advocatenakte is die een bijzondere werking kan hebben, ook al bestaan er voorstellen om de advocatenakte meer bewijskracht te verlenen. Ook al heeft ze niet dezelfde waarde als een notariële akte, de advocatenakte zou bijvoorbeeld een vaste dagtekening kunnen verlenen.

De heer Stevens heeft nog een bijkomend argument. Als men als advocaat optreedt, heeft men aanvankelijk enkel het verhaal van zijn cliënt. De advocaat krijgt vaak ook niet alle documenten. Als de advocaat dan de mogelijkheid krijgt de dagvaarding uit te stellen en contact te nemen met de tegenpartij, en er komen onderhandelingen, kan hij zich een beter beeld vormen van de zaak. Men hoort het verweer en dit kan de advocaat ertoe brengen niet te dagvaarden en eerder geneigd te zijn tot een onderhandelde oplossing te komen. Een eenzijdige kijk op een dossier leidt daarentegen altijd tot een dagvaarding.

Het lijkt spreker evident dat de brief het stuitend effect dient te vermelden. Dit is één van de essentiële vermeldingen.

Spreker herhaalt dat dit middel van de stuitende werking volgens hem eenmalig dient te zijn. Het gaat niet op dat de advocaat de termijn achteraf nog kan

puisse encore prolonger le délai ultérieurement en posant de nouveaux actes interruptifs de la prescription.

Il existe évidemment de très nombreux délais interruptifs différents. L'OVB tente de répertorier les délais de prescription pour pouvoir les mettre en ligne. Ces délais varient en fonction du type de demande, et non pas en fonction du montant de la demande. Le délai est également différent selon qu'il s'agit, par exemple, de la demande d'un huissier de justice ou de la demande d'un avocat. C'est le droit matériel qui détermine en fin de compte le délai de prescription.

Il est évident que la proposition à l'examen peut donner lieu à une responsabilité accrue de l'avocat. Alors qu'actuellement, la responsabilité est généralement partagée entre l'avocat et l'huissier de justice, la responsabilité de l'avocat risque à l'avenir d'être mise davantage en cause. Pour ce qui est de la responsabilité accrue de l'avocat, l'intervenant renvoie également au projet du gouvernement français relatif à « l'acte d'avocat », déjà adopté par une des chambres du Parlement français. Selon ce projet, un contrat qui est contresigné par un avocat possède une plus grande force probante. Dans ce cas, la responsabilité de l'avocat est même plus importante que celle d'un notaire, étant donné que ce dernier n'est pas censé garantir également l'exactitude juridique de l'acte. Dans un acte notarié, les seuls éléments vraiment essentiels sont les parties et leur identité exacte.

M. Kevers signale que l'OBFG se rallie au préopinant.

M. Van Compernolle revient à la question de l'effet de l'acte d'avocat. Si on lui attribue un effet interruptif d'un an, cela pourrait parfois aboutir à une situation un peu paradoxale dans les matières où des délais de prescription sont très brefs. Ainsi, dans une matière où s'appliquerait un délai de prescription de six mois, une mise en demeure d'avocat adressée au cours du délai initial pourrait conduire à un report et faire courir un nouveau délai d'un an. La solution proposée n'est pas nécessairement contraire aux principes mais cela peut conduire à des situations un peu paradoxales pour les délais de prescription très courts.

Le ministre a une question à poser à propos du contenu de la mise en demeure. L'effet interruptif est l'un des éléments essentiels qui doivent être mentionnés dans la mise en demeure. L'intervenant se demande s'il ne serait pas utile de mentionner aussi la finalité de l'acte interruptif, qui pourrait être, par exemple, l'ouverture d'une négociation.

M. Broers indique que l'expérience acquise avec B-post a montré que la prudence s'impose, y compris lorsqu'il s'agit des services postaux; une petite erreur dans une adresse suffit pour que le facteur puisse

verlengen door nieuwe stuitingshandelingen te verrichten

Er bestaan uiteraard heel veel verschillende stuitingstermijnen. De OVB probeert de verjaringstermijnen op te lijsten om deze online te kunnen plaatsen. De termijnen variëren naargelang het soort vordering, niet naargelang het bedrag van de vordering. Ook verschilt de termijn bijvoorbeeld voor de vordering van een gerechtsdeurwaarder ten aanzien van de vordering van een advocaat. Het materieel recht bepaalt uiteindelijk de verjaringstermijn.

Het is evident dat voorliggend voorstel kan leiden tot een verhoogde aansprakelijkheid van de advocaat. Waar de aansprakelijkheid nu meestal is gedeeld tussen de advocaat en de gerechtsdeurwaarder, zal in voorliggend geval voornamelijk de aansprakelijkheid van de advocaat in het gedrang komen. Spreker verwijst met betrekking tot de verhoogde aansprakelijkheid van de advocaat ook naar het regeringsontwerp over de « *acte d'avocat* » die reeds in één der kamers van het Franse parlement is goedgekeurd. Dit betreft de verhoogde bewijswaarde van een contract dat mede door een advocaat is ondertekend. De aansprakelijkheid van de advocaat is dan zelfs hoger dan die van een notaris aangezien de notaris niet verondersteld wordt ook de juistheid op juridisch vlak van de akte te waarborgen. Enkel de partijen en wie deze juist zijn, zijn de essentiële elementen van een notariële akte.

De heer Kevers merkt op dat de OBFG zich aansluit bij de vorige spreker.

De heer Van Compernolle komt terug op de gevolgen van de advocatenakte. Indien men de akte een stuitende werking van een jaar verleent, zou dat soms kunnen leiden tot een enigszins paradoxale situatie in zaken waar de verjaringstermijnen zeer kort zijn. Zo zou in een zaak waar een verjaringstermijn van zes maanden geldt, een ingebrekestelling van de advocaat in de loop van de initiële termijn, kunnen leiden tot uitstel en tot het begin van een nieuwe termijn van een jaar. De voorgestelde oplossing is niet noodzakelijk strijdig met de principes, maar kan leiden tot ietwat paradoxale situaties voor de zeer korte verjaringstermijnen.

De minister heeft een vraag over de inhoud van de ingebrekestelling. Het stuitend effect dient als essentiële vermelding in de ingebrekestelling te worden opgenomen. Spreker vraagt zich af of het nuttig zou kunnen zijn de bedoeling van de stuitende daad op te nemen, bijvoorbeeld het voeren van een onderhandeling.

De heer Broers wijst erop dat ervaringen met B-post aantonen dat voorzichtigheid, ook op het vlak van de posterijen, is geboden; wanneer één elementje van het adres verkeerd is, mag de postbode zelf beslissen of

décider de ne pas délivrer le courrier. Peut-être faudrait-il aussi fixer des accords clairs dans ce domaine.

M. Torfs fait état d'un problème technique. Si l'huissier peut consulter les registres de population, ce n'est pas le cas des services postaux. Il va sans dire que l'avocat aussi peut consulter ces registres.

M. Van Compernolle n'est pas favorable à la suggestion du gouvernement. Il semblerait en effet contradictoire qu'une mise en demeure impose l'exécution d'une obligation dans un délai déterminé — ce qui est le propre d'une mise en demeure — et mentionne en même temps qu'elle vise à entamer une négociation.

Mme Defraigne pense que mentionner dans la mise en demeure qu'elle a pour but de négocier, c'est un aveu de faiblesse dans le chef du créancier. Ce n'est pas une bonne base pour entamer une négociation. Elle rappelle par ailleurs que les négociations sont par définition confidentielles. Or, la lettre de mise en demeure de l'avocat est un acte officiel.

Pour ce qui concerne les courtes prescriptions, l'intervenante pense que des délais de prescription inférieur à un an sont très rares. Dans des domaines comme celui du transport ou des contrats de travail, où un délai de prescription d'un an s'applique, une prolongation d'un an du délai initial en vue d'une négociation peut s'avérer très intéressante.

Enfin, si l'avocat a des doutes sur les effets de sa mise en demeure recommandée, par prudence, il recourra dans ce cas à la citation par exploit d'huissier.

M. Stevens partage ce point de vue. Un avocat doté de bon sens n'utilisera pas le moyen de la mise en demeure le dernier jour du délai de prescription. Il le fera quand il dispose encore d'une marge d'environ deux semaines. Lorsque le délai est presque arrivé à son terme, l'avocat a toujours la possibilité d'émettre une citation à comparaître ou de faire signifier une ordonnance par un huissier de justice.

B. Audition de M. Buyse, président de la Chambre nationale des huissiers de justice de Belgique

1. Exposé de M. Buyse

M. Buyse se réfère à l'intervention du professeur Van Compernolle lors d'une audition précédente au cours de laquelle un certain nombre de desiderata techniques ont été formulés, principalement sur le plan de la forme. Un amendement répondant en partie à ces desiderata a entre-temps été déposé.

het schrijven al dan niet wordt afgeleverd. Misschien moeten ook op dat vlak duidelijke afspraken worden gemaakt.

De heer Torfs werpt een technisch probleem op. De deurwaarder mag de bevolkingsregisters raadplegen, de posterijen niet. De advocaat mag uiteraard ook de registers raadplegen.

De heer Van Compernolle is geen voorstander van het voorstel van de regering. Het lijkt immers tegenstrijdig dat een ingebrekestelling de uitvoering van een verplichting binnen een bepaalde termijn oplegt — wat eigen is aan een ingebrekestelling — en tegelijkertijd vermeldt dat ze onderhandelingen beoogt.

Mevrouw Defraigne meent dat de vermelding dat de ingebrekestelling bedoeld is om te onderhandelen, een zwaktebod betekent voor de schuldeiser. Dit is geen goed uitgangspunt om onderhandelingen te starten. Zij herinnert er bovendien aan dat de onderhandelingen per definitie vertrouwelijk zijn. De ingebrekestellingsbrief van de advocaat is echter een officiële akte.

Wat de korte verjaringstermijnen betreft, denkt spreeker dat verjaringstermijnen van minder dan een jaar zeer zeldzaam zijn. In domeinen zoals transport of arbeidsovereenkomsten, waar een verjaringstermijn van een jaar geldt, kan een verlenging van de oorspronkelijke termijn met een jaar met het oog op onderhandelingen zeer interessant blijken.

Indien de advocaat tot slot twijfels heeft over de gevolgen van zijn aangetekende ingebrekestelling zal hij uit voorzichtigheid gebruik maken van een dagvaarding bij deurwaardersexploit.

De heer Stevens sluit hierbij aan. Een verstandig advocaat zal het middel van de ingebrekestelling niet gebruiken wanneer de laatste dag van de verjaringstermijn is aangebroken. Hij zal dit doen wanneer er nog een marge is van een week of twee. Als de termijn bijna is verlopen, heeft hij nog steeds de mogelijkheid om te dagvaarden of om een bevel te laten betekenen door een gerechtsdeurwaarder.

B. Hoorzitting met de heer Buyse, voorzitter van de Nationale kamer van gerechtsdeurwaarders van België

1. Uiteenzetting door de heer Buyse

De heer Buyse verwijst naar de tussenkomst van professor Van Compernolle tijdens een vorige hoorzitting waarbij een aantal technische desiderata aan het licht werden gebracht, vooral op het vlak van de vorm. Sindsdien is er een amendement ingediend dat aan deze verzuchtingen gedeeltelijk tegemoetkomt.

L'intervenant fait tout d'abord référence à la ratio legis de la prescription. Ce concept juridique n'a pas été introduit pour embêter les parties ou pour entraver la procédure, mais pour contraindre les parties soit à entreprendre une certaine action dans les délais impartis, soit à ne plus rien entreprendre une fois ces délais écoulés. Il sert donc la sécurité juridique. Le délai de prescription varie selon la nature du sujet et est déterminé par le législateur dans le but qu'un litige puisse être porté en justice dans un délai raisonnable. Une interruption de ce délai qui viserait uniquement à le prolonger n'est dès lors pas conforme à la volonté du législateur.

Les huissiers de justice sont surpris du glissement de fonction qu'engendrerait la proposition de loi à l'examen pour la profession d'avocat. En effet, une différence fondamentale existe entre, d'une part, les officiers ministériels, à savoir les huissiers de justice et les notaires, et, d'autre part, les avocats. L'avocat défend son client et peut aussi présenter la vérité sous le jour le plus favorable possible pour son client. Il conseille son client et interprétera dès lors le plus favorablement possible pour son client les prescriptions formelles à respecter pour une lettre interruptive de prescription. Par contre, les officiers ministériels, de par la nature de leur fonction, sont tenus d'adopter une attitude indépendante. Leur devoir d'information se limite aux informations matérielles relatives aux délais et aux prescriptions de forme, et ils doivent veiller, ce faisant, à ne donner aucun conseil; leur assurance ne les couvre d'ailleurs pas à cet égard.

L'amendement déposé tente d'imposer à l'avocat un cadre plus strict, mais les modalités fixées n'ont rien à voir avec les prescriptions de forme applicables à l'acte de l'huissier de justice. Ces prescriptions formelles imposées pour les actes des huissiers de justice visent précisément à garantir le respect d'un certain nombre de règles essentielles et portent aussi bien sur la forme que sur les intitulés de l'enveloppe (mention «*pro justitia*»), la vérification du destinataire, l'identification du receveur, le dépôt du document — éventuellement dans la boîte aux lettres en cas d'absence suivi par l'envoi d'un courrier recommandé —, la conservation et l'enregistrement des actes, autant d'éléments que l'on ne retrouve pas dans la proposition de loi à l'examen.

Le législateur a pourtant considéré que les prescriptions tant de forme que de contenu sont essentielles pour garantir que le message soit bien porté à la connaissance du destinataire. L'intervenant signale au passage que, selon la Commission européenne, le courrier recommandé avec accusé de réception constitue une garantie insuffisante, car l'on ne peut pratiquement jamais établir qui a signé l'accusé de réception et en quelle qualité.

Quant à savoir si la limite entre les différentes professions juridiques et économiques, telles que

Spreker wijst vooreerst naar de *ratio legis* van de verjaring dit rechtsbegrip is niet ingevoerd om partijen te kwellen of om de rechtsgang te belemmeren, maar wel om partijen te dwingen, hetzij een bepaalde actie te ondernemen binnen bepaalde termijnen, hetzij niets meer te ondernemen eens deze termijnen zijn verstreken Dit dient dus de rechtszekerheid. De verjaringstermijn verschilt naargelang de aard van het onderwerp en is door de wetgever bepaald met de bedoeling binnen een redelijke tijdspanne een geschil te kunnen aanbrengen. Een stuiting van die termijn die enkel tot doel heeft de termijn te verlengen, miskent dus de wil van de wetgever.

De gerechtsdeurwaarders zijn verrast door de functieverchuiving dat het beroep van advocaat door voorliggend wetsvoorstel zou ondergaan. Er is immers een essentieel onderscheid tussen de ministeriële ambtenaren, namelijk de gerechtsdeurwaarders en de notarissen, en de advocaten. De advocaat verdedigt zijn cliënt en hij kan ook de waarheid voor zijn cliënt in een zo gunstig mogelijk daglicht stellen. Hij adviseert zijn cliënt en zal dan ook de vormvoorschriften van een verjaringsstuitend schrijven voor zijn cliënt zo gunstig mogelijk interpreteren. Ministeriële ambtenaren daarentegen dienen uit de aard van hun functie een onafhankelijke houding aan te nemen. Hun informatieplicht beperkt zich tot materiële informatie over termijnen en vormvoorschriften, er net over wakend geen adviezen te verstrekken, waarvoor trouwens geen dekking is voorzien in hun verzekering.

Het ingediende amendement onderneemt een poging om de advocaat in een nauwer stramien te dwingen, maar komt niet in de buurt van de vormvoorschriften die de akte van de gerechtsdeurwaarder omringen. Deze vormvoorschriften van akten van gerechtsdeurwaarders hebben net tot doel een aantal essentiële regels te doen respecteren en omvatten zowel de vorm als de opschriften van de omslag (vermelding van «*pro justitia*»), het nazicht van de bestemmeling, de identificatie van de ontvanger, de afgifte — bij afwezigheid desnoods in de brievenbus maar daarna een aangetekend schrijven —, bewaring en registratie van de akten. Dit alles is niet terug te vinden in voorliggend wetsvoorstel.

De wetgever heeft de voorschriften, zowel naar vorm als naar inhoud, nochtans als essentieel beschouwd om zeker te zijn dat de boodschap de bestemmeling bereikt. Spreker duidt hier terloops ook aan dat de Europese Commissie de aangetekende brief met ontvangstmelding een onvoldoende waarborg vindt omdat omzeggens nooit kan achterhaald worden wie het ontvangstbewijs heeft getekend en wat zijn hoedanigheid was.

De vraag of de grens tussen de verschillende juridische en economische beroepen, zoals advocaten,

celles des avocats, comptables, juristes d'entreprises et huissiers de justice, est justifiée et si une collaboration interdisciplinaire entre ces professions est souhaitable, il s'agit de questions méritant un débat plus large. L'on pourra également débattre, par la même occasion, du sens ou du non-sens d'autres monopoles, tels que le monopole de plaiderie.

Lors d'une réunion précédente, il a été fait référence à juste titre à la situation des Pays-Bas et de la France, où la profession d'huissier de justice a un contenu différent. Aux Pays-Bas, les huissiers de justice peuvent, par exemple, plaider devant les juridictions cantonales. En France, les huissiers de justice peuvent exercer l'activité de syndic de copropriété. Dans les deux pays, l'acte de l'avocat est soumis à discussion. En France, la discussion dépasse le cadre de la sommation interruptive de prescription : des projets ont été interrompus parce que les huissiers de justice n'avaient pas été associés à la concertation.

Les huissiers de justice belges ne sont pas favorables à la proposition de loi à l'examen et considèrent comme un élément essentiel de leur fonction la différence qui existe entre, d'une part, un officier ministériel neutre et indépendant et, d'autre part, un avocat chargé de défendre son client.

Enfin, l'intervenant évoque le coût des actes. L'huissier pratique des honoraires tarifés légalement qui varient suivant l'importance de l'action en justice. Une personne qui fait appel à un huissier de justice sait dès lors parfaitement à quoi s'en tenir. Les frais pour l'introduction de l'affaire en justice sont également connus. L'introduction de l'affaire en justice est d'ailleurs le but du délai de prescription. Ce n'est pas pour rien que le Code judiciaire dispose qu'une interruption est obtenue soit par une citation, soit par une ordonnance (pour garantir une dette en cours et non acquittée). Le législateur vise donc la sécurité juridique sur deux plans : d'une part, il veille à ce que le délai qu'il a lui-même déterminé soit respecté et, d'autre part, il fait en sorte que le message soit bien transmis au destinataire grâce aux garanties à respecter en termes de forme et de contenu.

La situation actuelle répond à cette préoccupation. La volonté de désengorger les tribunaux devra trouver à se concrétiser sur un autre plan, par exemple l'ordonnance de paiement.

2. Échange de vues

M. Laaouej s'interroge quant au cadre légal des frais et débours portés au compte du débiteur lorsque l'huissier de justice intervient dans une procédure de recouvrement de créance. Certains débiteurs se plaignent en effet d'un manque de clarté quant à ces différents frais. Par ailleurs, il existerait divers domaines où on peut s'interroger sur l'opportunité de

boekhouders, bedrijfsjuristen en gerechtsdeurwaarders, gerechtvaardigd is en of interdisciplinaire samenwerking tussen deze beroepen wenselijk is, verdient een ruimer debat. Ook de zin of onzin van andere monopolies, zoals pleitmonopolies, kunnen dan ter discussie worden gesteld.

In een vorige zitting werd terecht verwezen naar de situatie in Nederland en Frankrijk, waar het beroep van gerechtsdeurwaarder een andere invulling kent. In Nederland mogen de gerechtsdeurwaarders bijvoorbeeld pleiten voor de kantonrechtkassen. In Frankrijk kunnen de gerechtsdeurwaarders optreden als syndicus voor mede-eigendommen. In beide landen staat de akte van de advocaat ter discussie. In Frankrijk overstijgt de discussie de verjaringsstuitende aanname; projecten werden stopgezet omdat de gerechtsdeurwaarders niet werden betrokken bij het overleg.

De Belgische gerechtsdeurwaarders zijn geen voorstander van voorliggend wetsvoorstel en beschouwen het onderscheid tussen een onafhankelijk en neutraal ministerieel ambtenaar en een advocaat die zijn cliënt verdedigt, als essentieel in hun ambt.

Spreker verwijst ten slotte naar de prijs van de akten. De deurwaarder hanteert een wettelijk tarief waarbij het ereloon varieert naargelang het belang van de rechtsvordering. Iemand die beroep doet op een gerechtsdeurwaarder weet dus perfect waar hij aan toe is. Ook de prijs van de rechtsingang is bekend. De rechtsingang is trouwens het doel van de verjaringstermijn. Het gerechtelijk wetboek bepaalt niet voor niets dat een stuiting wordt verkregen door hetzij een dagvaarding, hetzij een bevel (om een lopende en niet ingeloste schuld te vrijwaren). De wetgever beoogt aldus rechtszekerheid op twee vlakken, namelijk respect voor de termijn die hij zelf heeft bepaald en vervolgens het bereiken van de bestemming met de nodige waarborgen qua vorm en inhoud.

De huidige situatie beantwoordt aan deze bezorgdheid. De zorg om de rechtkassen te ontlasten zal op een ander vlak moeten worden gezocht, zoals het betalingsbevel.

2. Gedachtwisseling

De heer Laaouej stelt zich vragen over het wettelijke kader van de kosten en voorschotten die de schuldenaar worden aangerekend wanneer de gerechtsdeurwaarder optreedt in een procedure voor de invordering van schulden. Sommige schuldenaars klagen immers over een gebrek aan duidelijkheid met betrekking tot deze verschillende kosten. Boven-

l'intervention d'un huissier de justice. C'est le cas en matière de recouvrement de créances publiques où certains agents de l'État pourraient en pratique jouer le rôle d'huissier de justice. Enfin, quel est le chiffre d'affaires du recouvrement de créances par les huissiers de justice en Belgique et plus particulièrement le volume d'activité que représente les différents actes interruptifs de prescription réalisés ?

Monsieur Buyse précise qu'il existe de grandes disparités dans la profession et qu'il est difficile aujourd'hui d'évaluer le chiffre d'affaires que représente le recouvrement de créances. Certaines études d'huissiers ne font pas du recouvrement de créances alors que d'autres se sont spécialisées en la matière et entrent en concurrence avec des bureaux de recouvrement. D'autres encore réalisent énormément d'actes interruptifs de prescription.

Il est vrai que l'huissier de justice sort quelque peu de son rôle « naturel » lorsqu'il est amené à faire du recouvrement de créances à grande échelle pour compte d'importants créanciers. Dans ce cadre, il est tout à fait justifié d'adresser des lettres de mise en demeure afin d'éviter des procédures judiciaires. Par contre, on déplore parfois un manque de clarté dans le décompte qui est adressé au débiteur. Selon M. Buyse, ce manque de clarté résulte soit de l'huissier soit de l'application des conditions générales de vente des créanciers qui précisent que les frais sont à charge du débiteur. Or, dans ce cas précis, les frais d'huissier ne sont plus mis en évidence dans les décomptes alors qu'il est actuellement interdit de réclamer au consommateur une quelconque indemnité autre que les montants prévus par le contrat sous-jacent. La chambre des huissiers examine d'ailleurs les plaintes relatives à des dossiers où des frais sont encore mis à charge du débiteur.

Enfin, M. Buyse précise que le rôle de l'avocat sur le fond consiste à défendre son client alors que l'huissier, en sa qualité d'officier public habilité par la loi, pose un acte à la demande d'un client.

V. REPRISE DE LA DISCUSSION À LA SUITE DES AUDITIONS

Amendement n° 1

Mme Defraigne dépose l'amendement n° 1 (doc. Sénat, n° 5-145/2) visant à remplacer l'article 2. L'amendement apporte certaines modifications techniques au régime proposé d'interruption de la prescrip-

dien zouden er diverse domeinen bestaan waarbij men zich vragen kan stellen over de gepastheid van het optreden van een gerechtsdeurwaarder. Dit is het geval bij de invordering van publieke schulden, waarbij bepaalde ambtenaren in de praktijk de rol van gerechtsdeurwaarder zouden kunnen spelen. Wat is tot slot het totaalbedrag van de invordering van schulden door gerechtsdeurwaarders in België en meer bepaald het activiteitenvolume dat de verschillende verjaringsstuitende handelingen vertegenwoordigen ?

De heer Buyse wijst erop dat er grote verschillen bestaan binnen het beroep en dat het momenteel moeilijk is om te evalueren over welke bedragen we spreken met betrekking tot de invordering van schulden. Sommige deurwaarderskantoren doen geen invordering van schulden, terwijl andere kantoren daar net in zijn gespecialiseerd en hierdoor in concurrentie treden met de incassobureaus. Nog andere kantoren doen enorm veel verjaringsstuitende handelingen.

Het is inderdaad zo dat de gerechtsdeurwaarder enigszins uit zijn « naturelle » rol valt wanneer hij op grote schaal schulden moet invorderen voor belangrijke schuldeisers. In dit kader is het volstrekt gerechtvaardigd om ingebrekestellingsbrieven te sturen teneinde gerechtelijke procedures te voorkomen. Daarentegen valt soms een gebrek aan duidelijkheid te betreuren bij de afrekening die aan de schuldenaar wordt gericht. Volgens de heer Buyse is dit gebrek aan duidelijkheid te wijten aan de gerechtsdeurwaarder ofwel aan de algemene verkoopsvoorwaarden van de schuldeisers die bepalen dat de kosten ten laste van de schuldenaar zijn. In dit specifieke geval worden de deurwaarderkosten echter niet meer duidelijk vermeld in de afrekeningen, terwijl het momenteel verboden is om van de consument om het even welke vergoeding te eisen buiten de bedragen die in de onderliggende overeenkomst staan. De Kamer van gerechtsdeurwaarders onderzoekt trouwens de klachten met betrekking tot dossiers waarbij nog kosten ten laste van de schuldenaar worden gelegd.

Tot slot wijst de heer Buyse erop dat de rol van de advocaat er inhoudelijk in bestaat zijn cliënt te verdedigen, terwijl de deurwaarder in zijn hoedanigheid van wettelijk gemachtigd openbaar ambtenaar een handeling verricht op verzoek van een cliënt.

V. HERVATTING VAN DE BESPREKING NA DE HOORZITTINGEN

Amendement nr. 1

Mevrouw Defraigne dient amendement nr. 1 in (stuk Senaat, nr. 5-145/2), dat ertoe strekt artikel 2 te vervangen. Het amendement brengt bepaalde technische wijzigingen aan in de voorgestelde regeling met

tion. Il est par ailleurs proposé de limiter dans le temps (un an) le nouveau délai de prescription.

Amendements n^{os} 2 et 3

Mme Defraigne dépose l'amendement n^o 2 (doc. Sénat, n^o 5-145/2) qui remplace son amendement n^o 1. L'amendement tient compte de certaines remarques formulées au cours des auditions et précise les conditions dans lesquelles la mise en demeure de l'avocat peut interrompre la prescription ainsi que les effets de cette mise en demeure.

Elle note que M. Van Rompuy a également déposé un amendement n^o 3 (doc. Sénat, n^o 5-145/2) qui semble conditionner l'effet interruptif de la prescription à l'accord du débiteur. Si tel est le cas, cela viderait le texte de sa substance puisque le débiteur sera rarement enclin à donner son accord.

M. Van Rompuy estime que l'on ne retrouve pas cette interprétation dans le 5^e de son amendement. Ce n'est en tout cas pas son intention.

Mme Defraigne s'interroge sur la plus-value de l'amendement n^o 3.

M. Van Rompuy précise que son amendement prévoit des éléments supplémentaires et plus particulièrement le fait que le créancier doit inviter le débiteur à trouver un accord amiable. Cet élément rencontre ainsi une des motivations de l'auteur de la proposition et accorde à la lettre de mise en demeure de l'avocat son caractère spécifique.

Le ministre estime qu'il y a en tout cas une grande différence entre les amendements n^{os} 2 et 3. L'invitation du créancier à trouver un accord à l'amiable ne figure pas dans l'amendement n^o 2. Il fait référence à la motivation de l'auteur de la proposition initiale qui était précisément de régler une transaction.

L'inscription formelle de l'invitation du créancier à trouver un accord à l'amiable apporte une plus-value à cet égard.

M. Mahoux formule deux observations. Si la proposition originale énonçait simplement que la mise en demeure interrompait la prescription, l'amendement n^o 2 précise que cette interruption fait courir un nouveau délai d'un an; ce qui est fondamentalement différent. D'autre part, qu'entendent les auteurs de l'amendement par « l'effet interruptif de cette mise en demeure ne peut jouer qu'une seule fois » ? Est-ce la technique d'interruption de la prescription qu'on ne peut utiliser qu'une seule fois ?

betrekking tot de stuiting van de verjaring. Er wordt bovendien voorgesteld om de nieuwe verjaringstermijn te beperken in de tijd (een jaar).

Amendementen nrs. 2 en 3

Mevrouw Defraigne dient amendement nr. 2 in (stuk Senaat, nr. 5-145/2), dat haar amendement nr. 1 vervangt. Het amendement houdt rekening met bepaalde opmerkingen die tijdens de hoorzittingen werden geformuleerd en bepaalt de voorwaarden waaronder de ingebrekkestelling van de advocaat de verjaring kan stuiten alsook de gevallen van deze ingebrekkestelling.

Zij merkt op dat de heer Van Rompuy een amendement nr. 3 heeft ingediend (stuk Senaat, nr. 5-145/2) dat de verjaringsstuitende werking lijkt te koppelen aan het akkoord van de schuldenaar. Indien dat het geval is, zou dat de tekst uithollen aangezien de schuldenaar zelden geneigd zal zijn akkoord te gaan.

De heer Van Rompuy meent dat deze lezing niet terug te vinden is in het 5^e van zijn amendement. Het is in ieder geval niet zijn bedoeling.

Mevrouw Defraigne vraagt zich af wat de meerwaarde is van amendement nr. 3.

De heer Van Rompuy verduidelijkt dat zijn amendement in bijkomende elementen voorziet en meer in het bijzonder het feit dat de schuldeiser de schuldenaar moet uitnodigen een minnelijke regeling te zoeken. Dit element komt tegemoet aan één van de motivering van de indienster van het voorstel en geeft aan de ingebrekstellingsbrief van de advocaat zijn specifieke aard.

De minister meent dat er in elk geval een groot verschil is tussen de amendementen nrs. 2 en 3. De uitnodiging vanwege de schuldeiser om tot een minnelijk akkoord te komen is niet opgenomen in het amendement nr. 2. Hij verwijst naar de motivering van de indienster van het oorspronkelijke voorstel, dat er net in bestond een minnelijke schikking te regelen.

De uitdrukkelijke opname van de uitnodiging vanwege de schuldeiser om tot een minnelijk akkoord te komen, biedt in dat opzicht een meerwaarde.

De heer Mahoux formuleert twee opmerkingen. Hoewel het oorspronkelijke voorstel eenvoudigweg vermeldt dat de ingebrekkestelling de verjaring stuit, verduidelijkt het ingediende amendement dat die stuiting een nieuwe termijn van één jaar doet lopen; dat is totaal verschillend. En wat bedoelen de indieners van het amendement met « de verjaringsstuitende werking van die ingebrekkestelling kan slechts eenmaal spelen » ? Is het de de verjaringsstuitende techniek die slechts één keer kan worden toegepast ?

Mme Defraigne reconnaît que le texte initial ne prévoyait pas ce délai d'un an. Toutefois, dans la mesure où l'OVB avait recommandé ce délai d'un an, celui-ci a été repris dans l'amendement. Elle rappelle qu'en principe l'interruption de la prescription fait recourir un délai identique au délai initial. À l'inverse, la suspension de prescription empêche le délai de prescription de courir tant que la situation qui justifie la suspension perdure. L'intervenante n'est cependant pas opposée à l'idée de revenir au texte initial qui prévoyait une interruption de la prescription. L'OBFG, qui était initialement plutôt partisan d'une interruption de droit commun, a également adhéré à une interruption d'un an suggérée par l'OVB. L'objectif de la lettre de mise en demeure de l'avocat est de permettre la recherche d'une forme de règlement d'un différend par une autre voie que la voie judiciaire. En effet, à l'heure actuelle, lorsqu'un créancier est pris par un délai de prescription, il n'a souvent pas d'autre choix que de lancer une citation en justice.

M. Mahoux rappelle que la finalité de la proposition était entre autre d'éviter le coût de la citation et d'utiliser la voie de la mise en demeure de l'avocat. L'amendement n° 2 prévoit que l'interruption de la prescription sera limitée à un an. Cette limitation ne vaut pas dans les autres cas. N'y a-t-il pas là une discrimination entre les justiciables selon qu'ils utilisent ou non la citation en justice ?

Mme Defraigne cite l'exemple suivant. Si la mise en demeure par lettre d'avocat est adressée deux mois avant le délai de prescription de cinq ans, le créancier bénéficie d'un délai d'un an pour rechercher un arrangement amiable, sans préjudice de sa possibilité d'assigner le cas échéant avant l'expiration dudit délai d'un an si aucune solution négociée n'a été trouvée.

Le ministre est d'avis que le texte de la proposition doit être clarifié. Il faudrait analyser sur la base de différents exemples, les effets de l'interruption de prescription prévue à l'amendement n° 2 et les comparer aux effets de la suspension proposée à l'amendement n° 3.

Mme Faes se rallie à l'intervention de M. Mahoux et souligne les problèmes d'ordre juridique et technique qui risquent de se poser. Qu'adviendra-t-il si une mise en demeure est envoyée deux mois avant la fin du délai de prescription ? Il semble que, dans ce cas, l'objectif soit de faire en sorte qu'il y ait une suspension du délai de prescription pendant un an. Mais que se passera-t-il s'il n'y a pas d'accord dans ce délai d'un an et si le créancier se voit ainsi contraint de citer l'autre partie ? Cette citation aura-t-elle pour conséquence d'ouvrir un nouveau délai ?

Mevrouw Defraigne erkent dat de oorspronkelijke tekst niet voorzag in die termijn van één jaar. Maar omdat de OVB die termijn van één jaar heeft aanbevolen, werd dit in het amendement overgenomen. Spreekster herinnert eraan dat de stuiting van de verjaring in principe opnieuw een termijn laat lopen die identiek is aan de oorspronkelijke termijn. Omgekeerd belet de schorsing van de verjaring dat de verjaringstermijn loopt zolang de situatie die de schorsing rechtvaardigt, blijft duren. Spreekster is echter niet tegen gekant om de oorspronkelijke tekst terug te nemen die in een stuiting de verjaring voorziet. De OBFG, die oorspronkelijk veeleer voor een stuiting naar gemeen recht was, schaarde zich ook achter een stuiting van één jaar zoals voorgesteld door de OVB. De bedoeling van de ingebrekstellingsbrief van de advocaat is een manier te zoeken om een geschil te regelen die niet via het gerecht verloopt. Wanneer een schuldeiser nu voor een verjaringstermijn komt te staan, heeft hij vaak geen andere keuze dan te dagvaarden voor de rechbank.

De heer Mahoux herinnert eraan dat het voorstel onder andere de dagvaardingskosten wilde omzeilen en de methode van de ingebrekstelling door de advocaat wilde toepassen. Amendement nr. 2 bepaalt dat de stuiting van de verjaring beperkt is tot één jaar. Die beperking geldt niet in de overige gevallen. Is hier geen sprake van discriminatie onder rechzoekenden op grond van het al dan niet dagvaarden voor het gerecht ?

Mevrouw Defraigne geeft het volgende voorbeeld. Indien de ingebrekstellingsbrief van de advocaat verstuurd wordt twee maanden vóór de verjaringstermijn van 5 jaar, dan krijgt de schuldeiser een termijn van één jaar om een minnelijke schikking te treffen, zonder daarbij de mogelijkheid te verliezen om indien nodig te dagvaarden vóór de termijn van één jaar verstrijkt indien de onderhandelingen niet tot een oplossing leiden.

De minister vindt dat de tekst van het voorstel moet worden verduidelijkt. Men zou op basis van verschillende voorbeelden de gevolgen van de stuiting van de verjaring zoals bedoeld in amendement nr. 2 moeten analyseren en vergelijken met de gevolgen van de in amendement nr. 3 voorgestelde schorsing.

Mevrouw Faes sluit aan bij de tussenkomst van de heer Mahoux en wijst op de mogelijke technisch-juridische problemen. Wat indien er twee maanden voor de verjaringstermijn een ingebrekstelling wordt verstuurd ? De bedoeling lijkt te zijn dat er dan een schorsing is van de verjaringstermijn met één jaar. Maar wat er als er geen akkoord is binnen deze termijn van één jaar en de schuldeiser zich aldus genoodzaakt ziet te dagvaarden ? Zal er dan terug een nieuwe termijn aanvangen door de dagvaarding ?

Mme Defraigne précise que l'objectif de l'amendement n° 2 est d'obtenir un nouveau délai d'un an qui doit être mis à profit pour négocier avec le débiteur. Si ce délai n'est pas mis à profit ou qu'aucune solution amiable n'a été trouvée, le créancier pourra faire valoir son droit en justice. En aucun cas, il ne peut être question de priver le créancier du droit d'agir en justice à un moment donné.

Mme Defraigne indique que la difficulté vient du fait que l'on peut facilement confondre les effets d'une suspension et d'une interruption de prescription.

Mme Faes reconnaît que la disposition proposée procède d'une bonne intention et de la volonté de favoriser la conclusion d'accords à l'amiable. Mais est-ce réellement nécessaire s'il n'a toujours pas été possible, au terme de près de cinq années, de trouver un accord ?

M. Van Rompuy renvoie à la *ratio legis* de son amendement n° 3 (doc. Sénat, n° 5-145/2) et tient surtout à souligner que l'idée sous-jacente doit être de créer une « invitation » à trouver un accord à l'amiable.

En outre, il convient de préciser s'il s'agit d'une interruption ou d'une suspension du délai de prescription. Quels sont au juste les effets concrets d'une suspension ou d'une interruption ? Il semble en tout cas que le droit du créancier de faire citer une personne à comparaître ne puisse pas s'éteindre. Un autre point à préciser aussi est l'endroit où cette disposition devra être insérée dans le Code civil. Il sera différent selon que l'on vise une suspension ou une interruption.

Mme Taelman est d'accord pour dire que les amendements doivent être clarifiés. La terminologie employée doit elle aussi être revue car elle n'est pas toujours correcte sur le plan juridique (par exemple on parle tantôt de récépissé, tantôt d'accusé de réception; la dernière phrase de l'alinéa 1^{er} de l'article 2255 proposé à l'amendement n° 3 devrait également être modifiée).

L'intervenante indique qu'une interruption pure a pour conséquence de faire courir de nouveau un délai de prescription identique. Si l'interruption porte sur un long délai de prescription, on en arrive donc vite à un délai déraisonnablement long.

C'est pourquoi il semblerait plus logique d'opter pour la suspension du délai. Mais il faut examiner de près les implications juridiques d'une suspension.

En ce qui concerne le 3^o proposé, on parle, dans le texte néerlandais, de « verplichting » dans l'amendement n° 2 alors que dans l'amendement n° 3, il est question de « verbintenis ». Ce point doit être clarifié.

Mevrouw Defraigne verduidelijkt dat amendement nr. 2 ertoe strekt een nieuwe termijn van één jaar te laten lopen om met de schuldenaar te kunnen onderhandelen. Indien die termijn niet benut wordt of indien er geen minnelijke oplossing wordt gevonden, dan kan de schuldeiser zijn rechten laten gelden voor de rechtbank. In geen geval mag de schuldeiser zijn recht ontnomen worden om op een bepaald moment in rechte op te treden.

Mevrouw Defraigne wijst erop dat de moeilijkheid in het feit ligt dat de gevolgen van de schorsing en van de stuiting van de verjaring gemakkelijk kunnen worden verward.

Mevrouw Faes begrijpt de goede bedoelingen en de wens om tot een minnelijk akkoord te komen. Is dit echter absoluut nodig als er na bijna vijf jaar nog steeds geen akkoord is bereikt ?

De heer Van Rompuy verwijst naar de *ratio legis* van zijn amendement nr. 3 (stuk Senaat, nr. 5-145/2) en benadrukt vooral dat de achterliggende idee erin moet bestaan een gelegenheid te creëren om te komen tot een minnelijke regeling.

Verder moet worden verduidelijkt of het gaat om een stuiting dan wel om een schorsing van de verjaringstermijn. Wat zijn de precieze gevolgen van een schorsing of stuiting *in concreto* ? Het recht van de schuldeiser om te dagvaarden lijkt in elk geval niet te kunnen vervallen. Ook de plaats in het Burgerlijk Wetboek waar deze bepaling dient te worden ingeschreven, moet worden gepreciseerd. Deze zal verschillen naargelang men een schorsing dan wel een stuiting beoogt.

Mevrouw Taelman stemt in met het feit dat de amendementen dienen te worden verduidelijkt. Bovendien is de gehanteerde terminologie niet altijd juridisch correct, zodat ook deze moet worden nagekeken (bijvoorbeeld ontvangstbewijs in plaats van ontvangstbevestiging en ook de laatste zin van het eerste lid van het in amendement nr. 3 voorgestelde artikel 2255 zou moeten worden herzien).

Spreekster wijst erop dat een zuivere stuiting tot gevolg heeft dat dezelfde verjaringstermijn opnieuw begint te lopen. Bij de stuiting van een langere verjaringstermijn komt men aldus snel tot een onredelijk lange termijn.

Om die reden lijkt het logischer te opteren voor de schorsing van de termijn. Men moet wel de juridische implicaties van een schorsing goed onder ogen nemen.

Wat betreft het voorgestelde 3^o wordt in amendement nr. 2 gewag gemaakt van de « verplichting » en in amendement nr. 3 van de « verbintenis ». Dit moet worden verduidelijkt.

M. Laeremans a des remarques au sujet de l'amendement n° 3.

Pourquoi prévoit-on, dans le 4^o proposé, une justification supplémentaire des montants ? En quoi est-ce nécessaire ? De surcroît, on prévoit aussi, au 5^o proposé, une invitation du créancier à trouver un accord à l'amiable. Tout cela laisse supposer que le débiteur pourrait encore diminuer le montant de la créance.

L'intervenant pense que l'amendement pourrait avoir des conséquences inutiles et même préjudiciales.

Mme Defraigne précise que le régime proposé ne vise pas à priver un créancier de son droit subjectif à obtenir l'exécution de sa créance et d'agir en justice. L'objectif de la proposition est de prévoir une forme de règlement d'un différend autre que par la voie de l'introduction d'une procédure judiciaire et ce, dans un délai supplémentaire qui découle de la mise en demeure envoyée par l'avocat. Il s'agit finalement de prévoir la possibilité d'un mode alternatif de règlement. Le mélange des notions de suspension et d'interruption crée cependant une confusion. La suspension repose sur l'idée qu'un titulaire d'un droit est momentanément dans l'impossibilité de faire valoir ses prétentions à la reconnaissance de son droit. Dans ce cas, le délai de prescription ne court pas aussi longtemps que dure la situation qui justifie la suspension et reprend son cours lorsque cette situation aura pris fin.

Le concept d'interruption de la prescription est fondé sur la mise en œuvre effective d'un droit. L'écartement du délai de prescription déjà écoulé et la prise de cours d'un nouveau délai sont associés à l'idée que le titulaire d'un droit en demande formellement la reconnaissance ou que le débiteur d'une obligation en reconnaissse l'existence. Or, la lettre de mise en demeure d'avocat est fondée sur la notion d'interruption et non de suspension. Le délai d'un an, qui n'était pas initialement prévu, a été suggéré par l'OVB et vise à conserver un équilibre entre le droit du créancier à faire valoir ses prétentions et le droit du débiteur de ne plus pouvoir être poursuivi après l'écoulement d'un certain délai.

Quant à l'éventuel risque discriminatoire que comprendrait la proposition, M. Delpérée précise qu'il existe deux voies; la voie de la négociation et la voie juridictionnelle. Si l'idée est de trouver un système plus souple, plus simple et moins coûteux que la citation en justice, il semble logique qu'on ne peut alors lui attribuer les mêmes effets.

Mme Defraigne rappelle qu'en cas de procédure judiciaire, le débiteur peut être amené à supporter des

De heer Laeremans heeft bedenkingen bij het amendement nr. 3.

Waarom wordt in het voorgestelde 4^o in een extra verantwoording van de bedragen voorzien ? Waarom is dit nodig ? Daarenboven wordt in het 5^o ook nog een uitnodiging vanwege de schuldeiser om tot een minnelijk akkoord te komen vereist. Dit alles wekt de suggestie dat de schuldenaar het bedrag van de vordering nog zou kunnen verminderen.

Spreker meent dat het amendement enkele overbodige en zelfs schadelijke gevolgen kan hebben.

Mevrouw Defraigne preciseert dat de voorgestelde regeling er niet toe strekt een schuldeiser zijn subjectief recht te ontzeggen om uitvoering van zijn schuldvordering te verkrijgen en in rechte op te treden. Het doel van het voorstel is te voorzien in een vorm van regeling van een geschil langs een andere weg dan door het instellen van een gerechtelijke procedure en wel binnen een bijkomende termijn die voortvloeit uit de door de advocaat verzonden ingebrekestelling. Uiteindelijk gaat het erom te zorgen voor de mogelijkheid van een alternatieve wijze om een schikking te treffen. Het vermengen van de begrippen schorsing en stueting schept echter verwarring. De schorsing berust op het idee dat een titularis van een recht tijdelijk in de onmogelijkheid verkeert om zijn vorderingen tot het erkennen van zijn recht te doen gelden. In dat geval loopt de verjaringstermijn niet zolang de toestand die de schorsing rechtvaardigt, duurt en loopt hij opnieuw zodra die toestand eindigt.

Het concept van de verjaringsstueting steunt op de effectieve tenuitvoerlegging van een recht. Het opzij schuiven van de reeds verstreken verjaringstermijn en het ingaan van een nieuwe termijn worden gekoppeld aan het idee dat een titularis van een recht formeel de erkenning van dat recht vraagt of dat de schuldenaar van een verplichting er het bestaan van erkent. De ingebrekestellingsbrief van een advocaat steunt echter op het begrip van de stueting en niet op dat van de schorsing. De termijn van een jaar, die aanvankelijk niet was vastgelegd, is een voorstel van de OVB en strekt ertoe een evenwicht te bewaren tussen het recht van de schuldeiser om zijn rechten te doen gelden en het recht van de schuldenaar om na het verstrijken van een termijn niet meer te kunnen worden vervolgd.

In verband met het mogelijke risico op discriminatie dat het voorstel naar verluidt bevat, wijst de heer Delpérée erop dat er twee mogelijkheden zijn. Er is de mogelijkheid van onderhandelingen en de mogelijkheid van het gerecht. Het is wel de bedoeling een soepeler, eenvoudiger en goedkoper systeem te vinden dan de dagvaarding, maar het lijkt logisch dat men het niet dezelfde gevolgen kan toekennen.

Mevrouw Defraigne herinnert eraan dat de schuldenaar bij een gerechtelijke procedure in vergelijking

frais très élevés par rapport à la dette originaire (frais d'huissier, indemnité de procédure, frais d'avocats, intérêts de retard, clause pénale). Si dans un cadre plus souple, on peut trouver une solution négociée qui peut avoir pour conséquence que les intérêts de retard ou la clause pénale ne seront pas dus, cela peut être un outil pratique. Au final, le délai supplémentaire d'un an ne permettra certainement pas de régler l'ensemble des litiges mais une partie de ceux-ci.

Mme Faes comprend la préoccupation liée au caractère dispendieux des frais de procédure. Elle n'est cependant pas convaincue que l'éventuelle intervention d'un avocat permette de répondre à cette préoccupation.

L'on ne peut pas non plus perdre de vue que si l'on a prévu des délais de prescription, c'est à des fins de sécurité. La prudence s'impose.

L'intervenante comprend qu'il y a lieu de faciliter l'accès à la justice pour le simple recouvrement d'une somme d'argent. Mieux vaut peut-être le faire en modifiant le droit de la procédure plutôt qu'en modifiant la prescription.

VI. AVIS DU CONSEIL D'ÉTAT

À l'issue de la discussion, la commission a souhaité que l'avis du conseil d'État soit recueilli sur le texte de base de la proposition de loi ainsi que sur les amendements n^os 1 à 3.

Le Conseil d'État a rendu son avis le 22 juin 2011 (voir doc. Sénat, n^o 5-145/3).

VII. REPRISE DE LA DISCUSSION À LA SUITE DE L'AVIS DU CONSEIL D'ÉTAT

Amendement n^o 4

Mme Defraigne relève que le Conseil d'État suggère de préciser le point de départ de l'interruption ou de la suspension de la prescription. Il demande également que des garanties soient prévues quant à l'exactitude de l'adresse du destinataire de la lettre recommandée.

L'intervenante a déposé l'amendement n^o 4 (doc. Sénat, n^o 5-145/4) pour tenir compte de ces remarques. L'amendement prévoit notamment que l'exactitude de l'adresse du débiteur soit assurée par l'obtention d'un certificat de domicile délivré par la commune.

L'amendement précise enfin que le nouveau délai de prescription court à partir du premier jour qui suit celui

met de oorspronkelijke schuld tot zeer hoge kosten kan worden gedwongen (kosten voor de gerechtsdeurwaarder, rechtsplegingsvergoeding, advocatenkosten, verwijlresten, strafbeding). Indien men in een soepeler context na onderhandelingen een oplossing kan vinden, met als gevolg dat de verwijlresten of het strafbeding niet moeten worden betaald, kan dat praktisch zijn. Uiteindelijk zal de bijkomende termijn van een jaar het zeker niet mogelijk maken alle geschillen te regelen, maar toch een deel ervan.

Mevrouw Faes begrijpt de bekommernis van al te hoge procedurekosten. Zij is er echter niet van overtuigd dat men hieraan kan tegemoetkomen door de mogelijke tussenkomst van een advocaat.

Men mag ook niet uit het oog verliezen dat de verjaringstermijnen zijn voorzien om zekerheid te creëren. Omzichtigheid is geboden.

Spreekster begrijpt dat er een gemakkelijkere toegang tot de rechtbank moet komen voor een eenvoudige invordering van een geldsom. Dit kan echter misschien beter door een wijziging van het procedurerecht dan door een wijziging van de verjaring.

VI. ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Na de bespreking heeft de commissie het advies van de Raad van State over de basistekst van het wetsvoorstel alsook over de amendementen nr. 1 tot 3 willen inwinnen.

De Raad van State gaf zijn advies op 22 juni 2011 (zie stuk Senaat nr. 5-145/3).

VII. HERVATTING VAN DE BESPREKING NA HET ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Amendement nr. 4

Mevrouw Defraigne wijst erop dat de Raad van State suggereert het vertrekpunt te preciseren van de stuiting of de schorsing van de verjaring. Hij vraagt ook dat er in garanties wordt voorzien over de juistheid van de adresgegevens van de bestemming van de aangetekende brief.

Spreekster heeft amendement nr. 4 ingediend (stuk Senaat nr. 5-145/4), om rekening te houden met die opmerkingen. Het amendement voorziet erin dat de juistheid van het adres van de schuldenaar gegarandeerd wordt door het verkrijgen van een attest van woonplaats afgegeven door de gemeente.

Het amendement bepaalt ten slotte dat de nieuwe verjaringstermijn ingaat op de eerste dag die volgt op

où la lettre recommandée a été présentée au destinataire.

Amendement n° 5 et sous-amendement n° 6

Mme Defraigne dépose l'amendement n° 5 (doc. Sénat, n° 5-145/4) qui a le même objet que son amendement n° 4. Elle dépose ensuite un sous-amendement n° 6 (doc. Sénat, n° 5-145/4) afin de remplacer, dans l'alinéa 2 proposé, le 2^o. Il faut également tenir compte de l'hypothèse dans laquelle le débiteur à qui on adresse la mise en demeure est une personne morale.

Amendement n°s 7 à 11

Mme Defraigne dépose l'amendement n° 7 (doc. Sénat, n° 5-145/5) qui vise à remplacer intégralement l'article 2.

Mme Defraigne signale qu'une question technique a fait l'objet de longues discussions entre les ordres des barreaux : faut-il attribuer à la lettre d'avocat un effet suspensif ou un effet interruptif de la prescription ?

L'intervenante, soutenue par l'OBFG, a toujours défendu l'idée d'une interruption de la prescription. L'OVB plaide pour une suspension. Cela n'est pas sans conséquences quant aux effets de la lettre.

L'amendement n° 7 est le fruit d'un consensus entre l'*Orde van Vlaamse Balies* et l'Ordre des barreaux francophones et germanophones.

Les éléments essentiels sont les suivants :

— la lettre de mise en demeure de l'avocat aura bien un caractère interruptif de la prescription et non un caractère suspensif;

— l'interruption de la prescription se fonde sur et correspond à l'idée plus générale de la manifestation, par le titulaire d'un droit, de sa volonté de s'en prévaloir et d'en obtenir le bénéfice. L'envoi d'un courrier de mise en demeure par l'avocat du titulaire d'un droit dans une situation où le titulaire d'un droit manifeste de la sorte de manière non ambiguë sa volonté d'exercer son droit et d'en obtenir le bénéfice. C'est une nouvelle cause d'interruption de la prescription qui est proposée;

— l'interruption de la prescription se réalise au moment de l'expédition de la mise en demeure. Ce moment est déterminé de manière objective car c'est l'expéditeur qui est concerné par la prise de cours effective de l'interruption de la prescription;

die waarop de aangetekende brief aangeboden werd aan de bestemming.

Amendement nr. 5 en subamendement nr. 6

Mevrouw Defraigne dient amendement nr. 5 in (stuk Senaat nr. 5-145/4), dat hetzelfde doel nastreeft als haar amendement nr. 4. Vervolgens dient ze subamendement nr. 6 in (stuk Senaat nr. 5-145/4), om in het voorgestelde tweede lid het 2 te vervangen. Er moet ook rekening worden gehouden met de mogelijkheid dat de schuldenaar naar wie men de ingebrekstellingszendt een rechtspersoon is.

Amendement nr. 7 tot 11

Mevrouw Defraigne dient amendement nr. 7 in (stuk Senaat nr. 5-145/5), dat strekt om artikel 2 volledig te vervangen.

Mevrouw Defraigne wijst erop dat er tussen de ordes van balies lang gedebatteerd is over een technische kwestie : moet men de brief van de advocaat een verjaringsschorsende of -stuitende werking verlenen ?

Spreekster heeft steeds het idee verdedigd van een verjarringsstuiting en werd daarin gesteund door de OBFG. De OVB pleitte voor een schorsing. Dat is niet zonder gevolg voor de gevolgen van de brief.

Amendement nr. 7 is het resultaat van een consensus tussen de Orde van Vlaamse Balies en de *Ordre des barreaux francophones et germanophone*.

De essentiële bestanddelen zijn de volgende :

— de ingebrekstellingsbrief van de advocaat zal wel degelijk een verjarringsstuitende werking hebben en geen schorsende werking;

— de verjarringsstuiting is gegrond op en beantwoordt aan het algemener idee dat de titularis van een recht uitdrukkelijk zijn wil te kennen geeft met betrekking tot de uitoefening van dat recht en het voordeel dat hij daaruit wil halen. In het geval van het verzenden van een ingebrekstellingsbrief door de advocaat van de titularis van een recht, bevinden we ons in een situatie waarin de titularis van het recht ondubbelzinnig te kennen geeft dat hij zijn recht wenst uit te oefenen en er voordeel uit wenst te halen. Hier wordt een nieuwe oorzaak van stuiting van verjaring voorgesteld;

— de stuiting van de verjaring vindt plaats op het tijdstip van de verzending van de ingebrekstellung. Dat tijdstip wordt objectief bepaald, want het is de afzender die belang heeft bij de werkelijke inwerkingtreding van de stuiting van de verjaring;

— la protection des intérêts légitimes du destinataire de la lettre, débiteur de l'obligation, ne nécessite pas une disposition particulière dans le cadre de la présente proposition. Il appartiendra au créancier, qui invoque la lettre recommandée et son effet interruptif de prescription, de démontrer que toutes les conditions prévues par la loi étaient remplies et que la mise en demeure a été envoyée à une adresse où le destinataire a été touché ou était réputé pouvoir être contacté;

— le nouveau délai associé à l'effet interruptif octroyé au courrier de mise en demeure signé par un avocat est d'une durée d'un an et ce, par dérogation au principe général de l'interruption de la prescription qui fait courir un nouveau délai d'une durée égale au délai initial;

— l'effet interruptif de la prescription associé à l'envoi de la lettre de mise en demeure signée par un avocat ne peut en tout état de cause pas avoir pour effet d'aboutir à une prescription de l'action avant l'échéance du délai initial de prescription.

L'oratrice renvoie pour le surplus à la justification de l'amendement.

M. Torfs relève que l'amendement en question a pour effet que l'on reconnaît le principe selon lequel un délai de prescription est prolongé à l'initiative des parties.

L'intervenant pense également qu'il subsiste toujours un problème concernant l'utilisation de la notion d'« interruption ». En effet, cette notion signifie que le délai de prescription prend fin et qu'il faut remettre le compteur à zéro. Que se passe-t-il, par exemple, lorsque l'interruption intervient après huit ans ? Est-ce que l'on ne va plus jusqu'au bout du délai de prescription initial de dix ans, ou est-ce qu'un nouveau délai de dix ans prend cours si une citation a lieu dans le délai d'un an ? Ne vaudrait-il pas mieux choisir une autre terminologie, par exemple celle de « prolongation de la prescription » ?

L'intervenant formule une dernière remarque qui concerne le moment jusqu'auquel il est possible d'agir. Le texte à l'examen prévoit qu'il s'agit du dernier jour du délai de prescription initial. Est-ce bien dans l'intérêt de la sécurité juridique ? Ne serait-il pas préférable de donner la possibilité d'agir jusqu'à un mois avant l'expiration de la période visée ?

Mme Khattabi s'interroge quant à l'exactitude des données du débiteur, destinataire de la lettre de mise en demeure. L'avocat ne doit-il pas s'assurer que ladite lettre touche effectivement le débiteur ?

— de bescherming van de rechtmatige belangen van de geadresseerde, de schuldenaar van de verplichting, vergt geen bijzondere bepaling in de context van dit voorstel. Het is aan de schuldeiser om aan de hand van de aangetekende brief en de daaraan verbonden verjaringsstuitende werking, aan te tonen dat alle door de wet voorgeschreven voorwaarden vervuld waren en dat de ingebrekestelling verzonden werd naar een adres waar de geadresseerde bereikt werd of geacht werd bereikt te kunnen worden;

— de nieuwe termijn die verbonden is aan de stuitende werking van de door een advocaat ondertekende ingebrekestellingsbrief, is één jaar. Dat wijkt af van de algemene regel van de stuiting van de verjaring, die een nieuwe termijn doet starten die even lang is als de oorspronkelijke termijn;

— de verjaringsstuitende werking die verbonden is aan de verzending van de ingebrekestellingsbrief door een advocaat mag in geen geval leiden tot een situatie waarin de vordering verjaart voor de vervaldag van de oorspronkelijke verjaringstermijn.

Voor het overige verwijst spreekster naar de verantwoording van het amendement.

De heer Torfs stipt aan dat dit amendement ertoe leidt dat het principe wordt erkend dat een verjaringstermijn wordt verlengd op initiatief van partijen.

Verder meent spreker dat er nog steeds een probleem rijst met betrekking tot het gebruik van het begrip « stuiting ». Dit begrip betekent immers dat de verjaring afloopt en dat men vanaf nul dient te herbeginnen. *Quid* bijvoorbeeld wanneer de stuiting zich bijvoorbeeld voordoet na acht jaar ? Betekent dit dan dat men in dat geval niet meer tot het einde van de initiële verjaringstermijn van 10 jaar komt ? Of begint er terug een termijn van 10 jaar te lopen indien er binnen de termijn van één jaar een dagvaarding komt ? Kan men niet beter opteren voor een andere terminologie, zoals bijvoorbeeld « verlenging van de verjaring » ?

Een laatste opmerking betreft het ogenblik tot wanneer er kan worden opgetreden. In de voorliggende tekst is dat tot de laatste dag van de aanvankelijke verjaringstermijn. Is dit wel in het belang van de rechtszekerheid ? Zou men niet beter opteren voor de mogelijkheid op te treden tot bijvoorbeeld één maand voor het verstrijken van de bedoelde periode ?

Mevrouw Khattabi stelt zich vragen over de juistheid van de gegevens van de schuldenaar, voor wie de ingebrekestellingsbrief bestemd is. Dient de advocaat zich er niet van te vergewissen dat de schuldenaar die brief daadwerkelijk ontvangt ?

Mme Defraigne estime qu'il est préférable de s'en tenir au principe de l'interruption de la prescription, plutôt que de créer une figure juridique *sui generis*.

À la question posée par Mme Khattabi, l'intervenant précise que les avocats n'ont pas, contrairement aux huissiers de justice, directement accès au registre national. Ils peuvent éventuellement lever un certificat de domicile mais dans la mesure où l'objectif de la lettre de mise en demeure est de permettre une négociation entre parties, une protection particulière du débiteur n'est pas indispensable à ce stade. Si par la suite, le créancier est amené à assigner le débiteur en justice, la citation comportera toutes les garanties requises par la loi.

Enfin, Mme Defraigne précise que cette proposition complète une autre proposition actuellement examinée à la Chambre des représentants relative à l'acte d'avocat (doc. Chambre, n° 53-1498/01).

M. Mahoux espère toutefois que la lettre de mise en demeure d'un avocat ne coûtera pas autant que l'exploit d'huissier. Il rappelle que les avocats n'ont pas de barèmes officiels.

Amendements n^{os} 8 et 9

M. Torfs dépose les amendements n^{os} 8 et 9 (doc. Sénat, n° 5-145/6) qui visent à insérer, dans le livre III, titre XX, chapitre IV, du Code civil, une section III intitulée «Des causes qui prolongent le cours de la prescription». Cette nouvelle section comprendra un article 2259/1.

En rédigeant ses amendements, M. Torfs a explicitement choisi d'utiliser le terme «prolongation» au lieu du terme «interruption» utilisé dans l'amendement n^o 7. L'auteur estime en effet que le Code civil donne déjà une définition suffisamment claire du terme «interruption».

La prolongation du délai de prescription est limitée à un an. Si le délai de prescription est inférieur à un an, sa prolongation est d'une durée identique. Il ne saurait être question qu'une mise en demeure envoyée par un avocat prolonge davantage le délai de prescription que lors d'une interruption classique de la prescription.

Il est également précisé que l'avocat de la partie demanderesse ne pourra épouser qu'une seule fois cette possibilité de prolongation.

Afin de garantir la sécurité juridique, la mise en demeure devra être envoyée au plus tard un mois avant l'expiration du délai de prescription initial.

Mevrouw Defraigne meent dat het beter is zich te houden aan het beginsel van de stuiting van de verjaring in plaats van een rechtsfiguur *sui generis* te creëren.

Spreekster antwoordt op de vraag van mevrouw Khattabi dat advocaten, in tegenstelling tot deurwaarders, geen rechtstreekse toegang hebben tot het Rijksregister. Zij kunnen eventueel een getuigschrift van woonplaats opvragen, maar aangezien de ingebrekestellingsbrief tot doel heeft de partijen met elkaar te laten onderhandelen, is een bijzondere bescherming van de schuldenaar niet noodzakelijk in dit stadium. Indien de schuldeiser uiteindelijk de schuldenaar voor de rechtbank moet dagen, dan zal de dagvaarding alle bij wet vereiste waarborgen bevatten.

Ten slotte verduidelijkt mevrouw Defraigne dat dit voorstel een ander voorstel aanvult, dat momenteel in de Kamer van volksvertegenwoordigers wordt besproken, betreffende de advocatenakte (stuk Kamer, nr. 53-1498/01).

De heer Mahoux hoopt echter dat de ingebrekestellingsbrief van een advocaat niet zoveel zal kosten als een deurwaardersexploit. Hij herinnert eraan dat advocaten geen officiële barema's hebben.

Amendementen nrs. 8 en 9

De heer Torfs dient de amendementen nrs. 8 en 9 in (stuk Senaat, 5-145/6) die ertoe strekken in Boek III, Titel XX, Hoofdstuk IV van het Burgerlijk Wetboek, een afdeling III in te voegen, met als opschrift «Oorzaken die de loop van de verjaring verlengen». Deze nieuwe afdeling zal dan een artikel 2259/1 bevatten.

Met deze amendementen kiest de heer Torfs uitdrukkelijk voor de term «verlenging» en niet voor de term «stuiting», zoals in het amendement nr. 7. Inderdaad meent de indiener dat de term stuiting in het Burgerlijk recht reeds een voldoende duidelijke omschrijving kent.

De verlenging van de verjaringstermijn wordt beperkt tot één jaar. Indien de verjaringstermijn korter is dan een jaar, is de duur van de verlenging dezelfde als deze van de verjaringstermijn. Het kan niet de bedoeling zijn dat een ingebrekestelling door een advocaat tot een langere verjaringstermijn zou leiden dan gebruikelijk bij een stuiting.

Er wordt ook vermeld dat deze verlengingsmogelijkheid slechts één maal kan worden uitgeput door de advocaat van de eisende partij.

In functie van de rechtszekerheid, zal de ingebrekestelling moeten worden verstuurd ten laatste één maand voor het verstrijken van de aanvankelijke verjaringstermijn.

Mme Defraigne rappelle que l'interruption de la prescription se fonde sur l'idée de la manifestation par le titulaire du droit de sa volonté de s'en prévaloir et d'en obtenir le bénéfice. Contrairement à l'interruption de la prescription, la suspension se justifie par l'idée que le titulaire d'un droit se trouve empêché momentanément de l'exercer (le cas d'un mineur par exemple). En l'espèce, l'envoi d'une lettre de mise en demeure correspond bien à la situation dans laquelle le titulaire du droit entend faire valoir celui-ci. Sur le plan juridique, il n'y a pas lieu de modifier les concepts. Il existe des précédents législatifs car de nombreuses dispositions légales confèrent déjà un effet interruptif de prescription à une réclamation adressée par courrier recommandé ou même à une manifestation de volonté qui est dénuée de formalisme. L'oratrice renvoie notamment à l'article 30, § 2, de la loi du 29 juin 1981 sur la sécurité sociale des travailleurs salariés, l'article 42 de la loi du 27 juin 1969 qui révise l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 sur la sécurité sociale des travailleurs ou encore l'article 70 de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents de travail. Ces lois confèrent d'ores et déjà à la lettre recommandée un effet interruptif de la prescription.

Pour ce qui est de l'effet interruptif de la prescription par la seule manifestation de volonté dénuée de formalisme, l'article 35, § 4, de la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre prévoit que « la prescription de l'action visée à l'article 34, § 2, est interrompue dès que l'assureur est informé de la volonté de la personne lésée d'obtenir l'indemnisation de son préjudice ».

Plusieurs professeurs de droit judiciaire ont par ailleurs confirmé qu'il convenait d'aborder la problématique sous l'angle d'une interruption de prescription.

Mme Defraigne ne voit dès lors pas pourquoi il y a lieu de créer un nouveau concept *sui generis*.

En ce qui concerne la garantie de l'efficacité de la lettre de mise en demeure, l'intervenante précise que les avocats n'ont pas accès individuellement au registre national. Par contre, les Ordres bénéficient de l'autorisation réglementaire d'accéder à ces informations conformément à l'arrêté royal du 26 février 1997. En pratique, l'avocat adresse à sa demande à l'Ordre compétent et celui-ci délivre l'extrait du registre national qui contient les informations officielles relatives au domicile de la partie adverse. Il peut donc se résigner la preuve que le courrier de mise en demeure a été envoyé à une adresse où le destinataire est présumé devoir le recevoir. Pour les personnes morales, les avocats ont accès au site de la Banque Carrefour des Entreprises (SPF Économie) et au site de la banque des données des personnes morales du *Moniteur belge*. Ces informations officielles sont opposables aux tiers. La garantie est donc apportée

Mevrouw Defraigne herinnert eraan dat de stuiting van de verjaring steunt op de idee dat de titularis van een recht te kennen geeft dit recht te willen uitoefenen en er het voordeel uit te verkrijgen. In tegenstelling tot de stuiting van de verjaring, is de schorsing gerechtsvaardigd op grond van de idee dat de titularis zijn recht tijdelijk niet kan uitoefenen (een minderjarige bijvoorbeeld). In onderhavig geval komt het versturen van een ingebrekstellingsbrief duidelijk overeen met de situatie waarin de titularis zijn recht wil uitoefenen. Het is niet nodig om de juridische begrippen te wijzigen. Er zijn wetgevende precedenten want heel wat wettelijke bepalingen verlenen een verjaringsstuitende werking aan een bij aangetekende brief verstuurde klacht of zelfs aan een wilsuiting zonder vormvereisten. Spreekster verwijst met name naar artikel 30, § 2, van de wet van 29 juni 1981 houdende de sociale zekerheid van werknemers, artikel 42 van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders of artikel 70 van de Arbeidsongevallenwet van 10 april 1971. Die wetten verlenen al een verjaringsstuitende werking aan de aangetekende brief.

Betreffende de verjaringsstuitende werking bij gewone wilsuiting zonder vormvereisten, bepaalt artikel 35, § 4, van de Wet op de landverzekeringsovereenkomst van 25 juni 1992: « De verjaring van de vordering bedoeld in artikel 34, § 2, wordt gestuit zodra de verzekeraar kennis krijgt van de wil van de benadeelde om een vergoeding te bekomen voor de door hem geleden schade ».

Verschillende professoren in gerechtelijk recht hebben bovendien bevestigd dat de problematiek bekeken diende te worden vanuit de stuiting van de verjaring.

Mevrouw Defraigne ziet bijgevolg niet in waarom er een nieuw begrip *sui generis* moet worden gecreëerd.

Wat de waarborg van de doeltreffendheid van de ingebrekstellingsbrief betreft, verduidelijkt spreekster dat advocaten individueel geen toegang hebben tot het Rijksregister. De Orden hebben daarentegen op grond van het koninklijk besluit van 26 februari 1997 wettelijk toegang tot die informatie. In de praktijk richt de advocaat zijn verzoek tot de bevoegde Orde die het uitreksel uit het Rijksregister verstrekt waarin de officiële informatie staat over de woonplaats van de tegenpartij. Hij kan dus het bewijs leveren dat de ingebrekstellingsbrief naar het adres werd verstuurd waar de bestemming de brief zou moeten ontvangen. Voor rechtspersonen hebben advocaten toegang tot de Kruispuntbank voor Ondernemingen (FOD Economie) en tot de site van het *Belgisch Staatsblad* met de databank van rechtspersonen. Die officiële informatie kan worden tegengeworpen aan derden. Er wordt dus gewaarborgd dat advocaten over dezelfde informatie kunnen beschikken als de overige juridische beroepen.

que les avocats peuvent disposer des mêmes renseignements que les autres professions juridiques.

L'envoi du recommandé avec accusé de réception ne pose aucune difficulté puisqu'il s'agit d'un mode de notification organisé par la loi dans de nombreuses matières.

En cas de contestation, c'est le droit commun de la preuve qui s'appliquera et l'expéditeur devra produire les éléments qui permettent d'établir l'exactitude de l'adresse du destinataire au moment de l'envoi de la lettre recommandée (domicile, siège social, résidence effective ou siège d'exploitation).

Enfin, pour ce qui concerne le coût de la mise en demeure, l'intervenante souligne que la lettre de mise en demeure permettra d'éviter les droits liés à la citation en justice qui comprend un droit proportionnel, un droit de vacation, un droit de recherche, des frais de copies, des frais de déplacement et le droit d'inscription au rôle de la juridiction saisie. En l'espèce, l'objectif de la lettre de mise en demeure de l'avocat vise à laisser un espace de négociation aux parties et de ne pas engorger inutilement les tribunaux. Le coût d'une citation au tribunal en ce y compris le droit de mise au rôle (à l'exception des tribunaux du travail) varie globalement entre 130 et 260 euros, selon le montant de la demande.

On évite ainsi le coût de l'intervention de l'huissier de justice alors même que dans de nombreux cas l'avocat est déjà consulté par le justiciable.

Mme Khattabi n'a pas le sentiment que les avocats ne soient pas rémunérés pour ce genre de prestation.

Mme Faes peut souscrire au point de vue de M. Torfs en ce qui concerne la terminologie utilisée, à savoir « l'effet interruptif » de la lettre de l'avocat. Elle aussi préfère le terme « prolongation ».

L'intervenante peut aussi difficilement accepter que dans des affaires de même nature, par exemple le recouvrement de factures, on crée une distinction entre les personnes qui consultent un avocat et celles qui n'en consultent pas. Notre système juridique ne prévoit en effet aucune obligation de consulter un avocat lorsque l'on veut porter l'affaire en justice. Un justiciable qui comparaît en personne n'aurait donc pas la possibilité d'invoquer la prolongation d'un an. Comment peut-on justifier pareille situation ?

L'intervenante confirme par ailleurs que les avocats ne travailleront pas pour rien. L'avocat fixe ses honoraires librement. Les huissiers de justice ne jouissent pas de cette liberté. Pourquoi ne maintiennent-

Het versturen van een aangetekende brief tegen ontvangstbewijs brengt geen problemen met zich aangezien het om een wijze van kennisgeving gaat die bij wet is geregeld voor heel wat materies.

In geval van betwisting geldt het gemeen recht inzake bewijslast en de afzender moet elementen voorleggen om de juistheid van het adres van de bestemming aan te tonen op het ogenblik van het versturen van de aangetekende brief (woonplaats, maatschappelijke zetel, effectieve verblijfplaats of bedrijfszetel).

Wat ten slotte de kosten van de ingebrekestelling betreft, benadrukt spreekster dat er juist dankzij de ingebrekestellingsbrief geen dagvaardingskosten zijn, zoals het evenredig recht, het vacatierecht, een recht voor de opzoeken, kosten voor afschriften, reiskosten en een recht voor de inschrijving op de rol van de rechtbank waarvoor de zaak wordt aangebracht. *In casu* is het de bedoeling om met de ingebrekestellingsbrief van de advocaat ruimte voor onderhandelingen te creëren tussen de partijen en de rechtbanken niet te overbelasten. De kosten van een dagvaarding voor de rechtbank, met inbegrip van het recht voor de inschrijving op de rol (met uitzondering van de arbeidsrechtbanken) schommelen algemeen tussen 130 en 260 euro naar gelang van het bedrag van de vordering.

Zo spaart men de kosten van het optreden van de gerechtsdeurwaarder uit, terwijl de rechtzoekende in een groot aantal gevallen al een advocaat had ge raadpleegd.

Mevrouw Khattabi heeft niet de indruk dat advocaten niet vergoed worden voor dit soort prestaties.

Mevrouw Faes kan zich aansluiten bij de heer Torfs wat de terminologie betreft van de « stuitende working » van de brief van de advocaat. Zij verkiest eveneens de term « verlenging ».

Spreekster kan ook moeilijk aanvaarden dat men in zaken van eenzelfde aard, bijvoorbeeld de invordering van facturen, een onderscheid creëert tussen de personen die een advocaat raadplegen en personen die geen advocaat consulteren. In ons rechtssysteem is er immers geen enkele verplichting een advocaat te consulteren, als men de zaak voor de rechtbank wil brengen. Iemand die persoonlijk verschijnt, zou zich dan niet op de verlenging van één jaar kunnen beroepen. Hoe kan dit worden verantwoord ?

Verder beaamt spreekster dat de advocaten ook niet kosteloos zullen werken. De advocaat is vrij het tarief van zijn ereloon te bepalen. Bij de gerechtsdeurwaarder is dat niet het geval. Waarom behoudt men dan

on dès lors pas le système actuel, quitte à adapter éventuellement les frais d'huissier ?

M. Torfs ajoute que la proposition de loi à l'examen s'inscrit dans le cadre d'une « guerre » que se livrent plusieurs professions, à savoir les huissiers de justice, les notaires et les avocats.

Il faut surtout tenir compte de la sécurité juridique et de la nécessité de ne pas augmenter inutilement les frais.

L'intervenant estime qu'il faut en tout cas prévoir que si le délai de prescription défini par la loi est inférieur à un an, la durée de la prolongation doit correspondre à celle du délai de prescription initial.

Amendement n° 11

Il dépose à cet effet l'amendement n° 11 (doc. Sénat, n° 5-145/6) qui est un sous-amendement à l'amendement n° 7. Les amendements n°s 8 et 9 peuvent dès lors être retirés.

L'amendement n° 11 propose en outre une série de modifications techniques.

À l'alinéa 1^{er} du § 2 proposé, les mots « , le lieu de résidence » sont insérés entre les mots « le domicile » et les mots « ou le siège social ».

Dans le texte néerlandais de l'alinéa 2, les mots « *de brief aan de postdienst tegen ontvangstbewijs* » sont remplacés par les mots « *de aangetekende brief tegen ontvangstbewijs aan de postdienst* ».

Mme Defraigne déclare pouvoir soutenir les modifications proposées aux points 1 à 3 de l'amendement n° 11. En ce qui concerne le point 4, qui prévoit que la mise en demeure doit être adressée au moins un mois avant l'expiration du premier délai, elle ne voit pas la plus-value de cet ajout. En effet, il doit être possible d'envoyer la mise en demeure aussi longtemps que le délai de prescription n'est pas écoulé.

M. Torfs retire le point 4 de son amendement n° 11.

Amendement n° 10

M. Delpérée souligne que c'est l'intérêt du justiciable qui doit prévaloir dans le débat. Il dépose l'amendement n° 10 (doc. Sénat, n° 5-145/6) qui vise à compléter l'article 1244, § 2, alinéa 2, proposé. L'amendement vise à assurer une plus grande sécurité juridique. Il faut veiller à ce que l'avocat du créancier

niet het huidige systeem, mits een eventuele aanpassing van de deurwaarderskosten ?

De heer Torfs voegt eraan toe dat dit wetsvoorstel zich inschrijft in een zogenaamde « oorlog » tussen de beroepscategorieën, namelijk tussen gerechtsdeurwaarders, notarissen en advocaten.

Men moet vooral rekening houden met de rechtszekerheid en met het feit dat de kosten niet nodeloos moeten worden opgedreven.

Spreker meent dat men in elk geval moet bepalen dat, indien de door de wet bepaalde verjaringstermijn minder dan één jaar is, de duur van de verlenging dezelfde moet zijn als deze van de initiële verjaringstermijn.

Amendement nr. 11

Hij dient daartoe amendement nr. 11 in (stuk Senaat, 5-145/6) dat een subamendement is op amendement nr. 7. De amendementen 8 en 9 kunnen dan worden ingetrokken.

Amendement nr. 11 stelt verder ook enkele technische wijzigingen voor.

In het eerste lid van de voorgestelde § 2 wordt het woord « *verblijfplaats* » ingevoegd tussen de woorden « *met woonplaats* » en de woorden « *of maatschappelijke zetel* ».

In de Nederlandse tekst van het tweede lid, worden de woorden « *de brief aan de postdienst tegen ontvangstbewijs* » vervangen door de woorden « *de aangetekende brief tegen ontvangstbewijs aan de postdienst* ».

Mevrouw Defraigne verklaart dat ze achter de wijzigingen staat die worden voorgesteld in de punten 1 tot 3 van amendement nr. 11. Wat punt 4 betreft, dat bepaalt dat de ingebrekkestelling moet worden verstuurdten laatste één maand voor het einde van de aanvankelijke verjaringstermijn, ziet zij niet in wat de meerwaarde van deze toevoeging is. Het moet immers mogelijk zijn om de ingebrekkestelling te verzenden zolang de verjaringstermijn niet is verstrekken.

De heer Torfs trekt punt 4 van zijn amendement nr. 11 in.

Amendement nr. 10

De heer Delpérée benadrukt dat in dit debat het belang van de rechtzoekende moet primeren. Hij dient amendement nr. 10 in (stuk Senaat, nr. 5-145/6), dat ertoe strekt het voorgestelde artikel 1244, § 2, tweede lid aan te vullen. Het amendement wil een grotere rechtszekerheid garanderen. Men moet ervoor zorgen

s'assure de l'adresse exacte du débiteur par la fourniture d'un document administratif récent. Cela peut être un extrait du registre national, un certificat de domicile, un certificat de la banque carrefour pour les entreprises.

L'intervenant renvoie également aux auditions organisées à la Chambre des représentants dans le cadre des débats relatifs à la proposition de loi sur l'acte d'avocats (doc. Chambre, n° 53-1498).

Mme Defraigne estime qu'elle a déjà longuement répondu à l'ensemble des questions soulevées par les différents intervenants. Elle rappelle que l'amendement n° 7 est le résultat d'un consensus entre les deux Ordres des barreaux.

M. Mahoux estime qu'il convient de déterminer si la proposition est bénéfique pour le justiciable, y compris en termes de coût. De même, la procédure proposée simplifie-t-elle la démarche pour le justiciable ? L'orateur estime qu'il faut répondre positivement à ces deux questions. Il soutient dès lors le texte proposé.

Mme Faes persiste à dire qu'il est difficilement acceptable de créer, dans un même type d'affaires, une distinction en matière de délai de prescription entre les personnes qui consultent un avocat et celles qui ne le font pas.

M. Torfs estime qu'il y a en tout cas lieu de corriger plusieurs imperfections techniques. Il ne se peut pas que, pour un délai de prescription inférieur à un an, la procédure prévue par le texte à l'examen ait pour effet d'allonger le délai de prescription par un délai dont la durée est supérieur à celle du délai initial.

L'intervenant cite l'exemple du secteur des transports, où le délai de prescription s'élève à six mois.

L'intervenant reste également partisan du terme « prolongation ».

M. Mahoux s'interroge quant au coût de la lettre de mise en demeure d'un avocat par rapport au coût de l'huissier de justice ?

Mme Faes souligne que certains avocats pratiquent des tarifs excessivement élevés. De ce fait, le coût de la mise en demeure par voie d'avocat risque d'être plus élevé que les frais d'huissier. Il paraît plus simple de prendre les choses par l'autre bout et de conférer l'effet proposé ici à l'acte de l'huissier de justice. Au besoin, les frais d'huissier pourront être revus à la baisse. Cette solution présente l'avantage d'offrir une plus grande sécurité juridique. Il n'y a donc aucune distinction selon que l'on fait ou non appel à un avocat. Les gens s'adressent plus facilement à un huissier qu'à un avocat.

dat de advocaat van de schuldeiser zich vergewist van het juiste adres van de schuldenaar door middel van een recent administratief document. Dit kan een uittreksel uit het rijksregister, een getuigschrift van woonplaats of een getuigschrift van de Kruispuntbank van Ondernemingen zijn.

Spreker verwijst tevens naar de hoorzittingen in de Kamer van volksvertegenwoordigers in het kader van de debatten over het wetsvoorstel betreffende de advocatenakte (stuk Kamer, nr. 53-1498).

Mevrouw Defraigne meent dat zij al uitgebreid heeft geantwoord op alle vragen van de verschillende sprekers. Ze herinnert eraan dat amendement nr. 7 het resultaat is van een consensus tussen beide Orden van balies.

De heer Mahoux meent dat men moet uitmaken of het voorstel gunstig is voor de rechtzoekende, ook wat de kosten aangaat. En vereenvoudigt de voorgestelde procedure de stappen die de rechtzoekende moet ondernemen ? Spreker vindt dat deze twee vragen positief dienen te worden beantwoord. Hij steunt dan ook de voorgestelde tekst.

Mevrouw Faes blijft erbij dat het moeilijk aanvaardbaar is dat men in eenzelfde soort zaken een onderscheid op het vlak van de verjaringstermijn creëert tussen personen die een advocaat raadplegen en personen die geen advocaat hebben.

De heer Torfs meent dat er in elk geval een aantal technische onvolkomenheden dienen te worden rechtgezet. Het kan niet dat, bij een verjaringstermijn die korter is dan één jaar, de hier voorziene procedure er toe leidt dat de verjaringstermijn verlengd wordt met een termijn die langer is dan de initiële termijn.

Spreker haalt het voorbeeld aan van de transportsector, waar de verjaringstermijn zes maand bedraagt.

Spreker blijft ook opteren voor de term « verlenging »

De heer Mahoux vraagt naar de kostprijs van de ingebrekstellingsbrief van een advocaat in vergelijking met de kostprijs van een gerechtsdeurwaarder ?

Mevrouw Faes stipt aan dat sommige advocaten zeer hoge tarieven aanrekenen. Het risico bestaat dat de kostprijs van de ingebrekstelling van een advocaat hierdoor hoger wordt dan de deurwaarderkosten. Het lijkt haar eenvoudiger de zaken om te draaien en de hier voorgestelde werking te verlenen aan de deurwaardersakte. Desnoods kunnen de deurwaarderkosten worden verlaagd. Deze oplossing biedt het voordeel van een grotere rechtszekerheid. Er is dan ook geen onderscheid naargelang men al dan niet een advocaat inschakelt. Men vindt sneller de weg naar een deurwaarder dan naar een advocaat.

M. Delpérée indique que la prestation de l'avocat n'est pas tarifée de sorte qu'il variera selon l'importance du cabinet ou de l'expérience de l'avocat.

VIII. VOTES

A. Votes des articles

L'article 1^{er} est adopté à l'unanimité des 10 membres votants.

Les amendements n^{os} 1 à 6 et 8 et 9 sont retirés.

L'amendement n^o 11, 4^o est retiré.

Les amendements n^{os} 10 et 11, 1^o à 3^o, sont successivement adoptés par 8 voix contre 1 et 1 abstention.

L'amendement n^o 7 est adopté par 8 voix contre 1 et 1 abstention.

B. Déclarations avant le vote final

Mme Khattabi déclare qu'elle s'abstiendra lors du vote final car elle n'est pas convaincue que c'est l'intérêt du justiciable qui a prévalu dans le cadre de la présente proposition de loi.

Mme Taelman déclare que son groupe soutient le texte à l'examen. Elle souhaite cependant que le Sénat prenne l'engagement d'évaluer la législation proposée et de voir s'il ne serait pas nécessaire d'étendre le système de la mise en demeure par lettre à d'autres catégories de professions juridiques, par exemple aux huissiers de justice.

M. Torfs, M. Swennen et Mme Defraigne se rallient à ces propos.

C. Vote final

L'ensemble de la proposition de loi amendée est adopté par 8 voix contre 1 et 1 abstention.

Le présent rapport a été approuvé par 9 voix et 1 abstention.

Le rapporteur

Hassan BOUSETTA

Le président

Alain COURTOIS

De heer Delpérée wijst erop dat er voor het werk van de advocaat geen vaste tarieven gelden, waardoor die variëren naar gelang van de omvang van het kantoor of de ervaring van de advocaat.

VIII. STEMMINGEN

A. Stemmingen over de artikelen

Artikel 1 wordt eenparig aangenomen door de 10 stemgerechtigde leden.

De amendementen nrs. 1 tot 6, 8 en 9 worden ingetrokken.

Amendment nr. 11, 4^o, wordt ingetrokken.

De amendementen nrs. 10 en 11, 1^o tot 3^o, worden achtereenvolgens aangenomen met 8 stemmen tegen 1 stem bij 1 onthouding.

Amendment nr. 7 wordt aangenomen met 8 stemmen tegen 1 stem bij 1 onthouding.

B. Verklaringen voor de eindstemming

Mevrouw Khattabi verklaart dat ze zich bij de eindstemming zal onthouden, aangezien ze er niet van overtuigd is dat het belang van de rechtzoekende in dit wetsvoorstel primeert.

Mevrouw Taelman verklaart dat haar fractie de voorliggende tekst steunt. Zij wenst wel dat de Senaat het engagement aangaat deze wetgeving te evalueren, en te bestuderen of het niet noodzakelijk zou zijn het systeem van de ingebrekestelling per brief uit te breiden naar andere juridische beroepscategorieën, zoals bijvoorbeeld de gerechtsdeurwaarders.

De heer Torfs, de heer Swennen en mevrouw Defraigne kunnen zich hierbij aansluiten.

C. Eindstemming

Het geamendeerde wetsvoorstel in zijn geheel wordt aangenomen met 8 stemmen tegen 1 stem bij 1 onthouding.

Dit verslag werd goedgekeurd met 9 stemmen bij 1 onthouding.

De rapporteur

Hassan BOUSETTA

De voorzitter

Alain COURTOIS